



Canaccord Capital Inc.

annonce ses résultats du premier trimestre de 2009

Rapport du premier trimestre de 2009 aux actionnaires

Canaccord Capital Inc. annonce ses résultats du premier trimestre de 2009

(Tous les montants en dollars sont en dollars canadiens, sauf indication contraire.)

VANCOUVER, le 8 août 2008 – Les produits de Canaccord Capital Inc. pour le premier trimestre de l'exercice 2009 terminé le 30 juin 2008 se sont établis à 172,7 millions \$, en baisse de 29,8 % par rapport au trimestre record de l'exercice précédent. Le bénéfice net du premier trimestre s'est élevé à 16,5 millions \$, un recul de 57,8 %, et le résultat dilué par action de 0,31 \$ a baissé de 61,3 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Dans ses commentaires sur les résultats, Paul Reynolds, président et chef de la direction, a déclaré : « Nous sommes heureux de l'amélioration séquentielle réalisée par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2008; toutefois, nous prévoyons que l'environnement d'affaires demeurera difficile jusqu'à la fin de l'année. Nous continuerons de mettre l'accent sur la création de valeur pour nos actionnaires. Nous avons l'intention de nous concentrer sur plusieurs éléments importants, notamment la réduction ou le contrôle des dépenses, la mise au point de stratégies visant à révéler la valeur ajoutée des activités de Canaccord et la poursuite de grandes idées pour nos clients. »

Points saillants des résultats du premier trimestre de l'exercice 2009 (période de trois mois terminée le 30 juin 2008) en comparaison des résultats du premier trimestre de l'exercice 2008 (période de trois mois terminée le 30 juin 2007)

- produits de 172,7 millions \$, en baisse de 73,2 millions \$, ou 29,8 %, par rapport à 245,9 millions \$;
- charges de 149,2 millions \$, en baisse de 20,3 %, ou 38,0 millions \$, contre 187,2 millions \$;
- bénéfice net de 16,5 millions \$, en baisse de 57,8 %, ou 22,6 millions \$, en regard de 39,0 millions \$;
- RPA dilué de 0,31 \$, en baisse de 0,49 \$, ou 61,3 %, comparativement à 0,80 \$;
- rendement des capitaux propres («RCP») de 15,7 %, en baisse comparativement à 41,2 %;
- fonds de roulement de 333,3 millions \$, en hausse de 7,0 % en comparaison de 311,4 millions \$;
- valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué) de 7,66 \$ à la fin de la période, en baisse de 0,30 \$, ou 3,8 %, contre 7,96 \$;
- le 7 août 2008, le conseil d'administration a approuvé un dividende trimestriel de 0,125 \$, par action, payable le 10 septembre 2008 aux actionnaires inscrits le 29 août 2008.

Points saillants des résultats du premier trimestre de l'exercice 2009 (période de trois mois terminée le 30 juin 2008) en comparaison des résultats du quatrième trimestre de l'exercice 2008 (période de trois mois terminée le 31 mars 2008), compte non tenu des charges non récurrentes liées au papier commercial adossé à des actifs («PCAA»)¹

- produits de 172,7 millions \$, en hausse de 20,4 %, ou 29,3 millions \$, par rapport à 143,4 millions \$;
- charges de 149,2 millions \$, en hausse de 13,4 %, ou 17,6 millions \$, en regard de 131,6 millions \$;
- bénéfice net de 16,5 millions \$, en hausse de 129,2 %, ou 9,3 millions \$, par rapport à un bénéfice net de 7,2 millions \$;
- RPA dilué de 0,31 \$, une augmentation de 0,16 \$ comparativement à 0,15 \$.

¹) Au T4/08, une charge de 58,2 millions \$ au titre du programme de secours de Canaccord, ainsi qu'un ajustement à la juste valeur du PCAA détenu en trésorerie par Canaccord ont été comptabilisés. Les résultats du T4/08 qui figurent dans le présent rapport à des fins de comparaison excluent ces charges non récurrentes et ces ajustements.

Table des matières

Canaccord Capital Inc. annonce ses résultats du premier trimestre	1	Bilans consolidés intermédiaires	19	États du résultat étendu consolidés intermédiaires	21
Message aux actionnaires	3	États des résultats consolidés intermédiaires	20	États des flux de trésorerie consolidés intermédiaires	22
Rapport de gestion	5	États de la variation des capitaux propres consolidés intermédiaires	21	Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires	23

Points saillants de l'exploitation

- Canaccord Adams, notre équipe des marchés des capitaux, a été chef de file dans 33 opérations² à l'échelle mondiale, qui ont mobilisé des produits totaux de plus de 907,4 millions \$ au cours du premier trimestre de 2009;
- au cours du premier trimestre de 2009, Canaccord Adams a dirigé ou codirigé les opérations sur actions suivantes :
 - une opération de 172,4 millions \$ à la Bourse de croissance TSX pour le compte de Archangel Diamond Corporation,
 - une opération de 60,0 millions \$ à la Bourse de Toronto pour Aura Minerals Inc.,
 - une opération de 60,0 millions \$ à la Bourse de croissance TSX pour le compte de Lero Gold Corp.,
 - une opération de 54,0 millions \$ sur AMEX pour Cano Petroleum Inc.,
 - une opération de 46,2 millions \$ à la Bourse de Toronto pour Arise Technologies Corp.;
- Canaccord Adams a pris part à 68 opérations² au total, y compris les opérations dirigées et codirigées susmentionnées, qui ont permis de mobiliser plus de 6,3 milliards \$ au cours du premier trimestre de 2009 à l'échelle mondiale. Sur ces opérations :
 - le secteur du Canada a participé à 50 opérations, qui ont mobilisé 3,9 milliards \$,
 - le secteur du Royaume-Uni a participé à 7 opérations, qui ont mobilisé 1,9 milliard \$,
 - le secteur américain a participé à 11 opérations, qui ont mobilisé 0,5 milliard \$;
- Canaccord Adams a agi à titre de conseiller financier dans le cadre des opérations suivantes :
 - conseiller de Metallica Resources Inc. dans le cadre du regroupement d'entreprises d'une valeur de 1,6 milliard \$ avec New Gold Inc. et Peak Gold Ltd.;
 - conseiller pour Oriel Resources Plc dans le cadre de son acquisition par Mechel OAO, pour un montant de 1,5 milliard \$;
 - conseiller pour Lero Gold Corp. dans le cadre de son acquisition par European Minerals Corp., une opération de 65,1 millions \$;
 - conseiller pour Copley Controls Corp. dans le cadre de son acquisition par Analogic Corporation, une opération de 68,9 millions \$;
- actifs sous administration («ASA») de 14,7 milliards \$, en baisse de 6,4 % par rapport à la même période de l'exercice précédent, mais en hausse de 2,8 % en regard du quatrième trimestre de 2008;
- actifs sous gestion («ASG») de 747,0 millions \$, en baisse de 8,3 % par rapport à la même période de l'exercice précédent, mais en hausse de 2,3 % en regard du quatrième trimestre de 2008;
- au 30 juin 2008, Canaccord comptait 354 équipes de conseillers, soit 19 de moins qu'à la même période de 2007, et le même nombre qu'au quatrième trimestre de 2008; au quatrième trimestre de 2008, nous avons modifié notre façon de présenter le nombre de conseillers en placement, lesquels sont dorénavant désignés comme des équipes de conseillers de façon à exclure les équipes qui sont dirigées par un conseiller en placement ou qui comprennent un conseiller en placement qui détient son permis depuis moins de trois ans;
- comme il a été annoncé en mai 2008, Canaccord a émis 6 733 250 actions ordinaires, pour un produit total, montant net, de 69 millions de \$, qui sera affecté au développement des affaires et aux fins générales de l'entreprise.

2) Opérations de plus de 1,5 million \$

message aux actionnaires

Étant donné les difficultés auxquelles de nombreux acteurs du secteur des services financiers ont été confrontés l'an dernier, de façon générale nous sommes satisfaits des résultats de Canaccord pour les trois premiers mois de l'exercice 2009. La comparaison peu éloquente des résultats actuels de Canaccord avec ceux du trimestre correspondant du trimestre correspondant du dernier exercice, l'une des meilleures périodes de trois mois que Canaccord ait jamais connue, ne devrait toutefois pas entraver les progrès que nous réalisons à l'égard de notre objectif qui consiste à faire de Canaccord une entreprise plus dynamique, plus efficace et plus concurrentielle sur nos marchés de prédilection.

Points saillants financiers

Pour les trois premiers mois de l'exercice 2009, le total des produits a reculé de 29,8 % par rapport à la même période de l'exercice 2008, pour s'établir à 172,7 millions \$. L'importante baisse de nos activités sur les marchés des capitaux, au Canada comme au Royaume-Uni ainsi que dans notre groupe canadien de Services aux particuliers, a contribué à ce recul sur douze mois. Les produits plus élevés du groupe de preneurs fermes et les nouveaux mandats de services de financement de sociétés ont permis à nos activités américaines de maintenir le niveau de leurs produits, en dépit d'une conjoncture éprouvante.

Dans l'ensemble toutefois, nous sommes heureux d'avoir enregistré une augmentation des produits de 20,4 % par rapport au quatrième trimestre de 2008, en dépit des difficultés sur le marché qui ont persisté tout au long du trimestre. Cette augmentation séquentielle a été en grande partie attribuable à l'augmentation des produits tirés des commissions et des services de financement de sociétés. Les produits ont également progressé dans toutes nos régions géographiques, en raison de l'augmentation du nombre de mandats de financement et de consultation. Le bénéfice net a plus que doublé, passant de 7,2 millions \$ au quatrième trimestre de 2008 (compte non tenu des charges et de l'ajustement liés au PCAA) à 16,5 millions \$ au premier trimestre de 2009.

La baisse de la rémunération au rendement s'est traduite par une diminution sur un an de 20,3 % du total des charges, qui a reculé à 149,2 millions \$ pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2008. Aucun autre ajustement à la juste valeur du PCAA autodétenu par Canaccord n'a été effectué. Le bénéfice net a chuté de 57,8 % pour les trois mois comparativement à la période précédente de l'exercice précédent, pour se fixer à 16,5 millions \$. Le résultat dilué par action a perdu 61,3 %, passant du record de 0,80 \$ inscrit au premier trimestre de 2008 à 0,31 \$ par action.

Au début du trimestre, nous avons annoncé et publicisé à grande échelle le programme de secours de Canaccord qui permettra aux clients qui détiennent du PCAA d'une valeur d'un million \$ ou moins de recouvrer la totalité du principal et de l'intérêt de leur placement ainsi que les coûts connexes. Nous croyons être parvenus presque à la fin de ce long processus, au cours duquel la protection des intérêts de nos clients a été notre principale préoccupation. Signe que nous accordons la priorité à nos clients, les contrats d'achat du PCAA admissible sont prêts et entièrement financés et nous n'attendons que l'approbation finale du tribunal à l'égard du processus de restructuration. Une fois que nous l'aurons obtenue, nous prévoyons qu'il nous faudra entre cinq et six semaines pour remettre les fonds aux clients.

Succès accomplis par l'équipe des marchés des capitaux

L'une des forces de la culture de Canaccord est son engagement profond à concevoir et à mettre en œuvre de grandes idées, peu importe l'environnement d'affaires au sein duquel nous évoluons. Malgré les incertitudes qui ont continué de secouer les marchés des capitaux mondiaux au cours du trimestre, nous avons poursuivi nos activités de fusion et d'acquisition et de consultation aux banquiers à l'égard d'importantes opérations dans le secteur des ressources, notamment la triple fusion de Metallica Resources, de Peak Gold et de New Gold et le regroupement de Lero Gold et de European Minerals. Nous avons également dirigé des activités de financement de plus de 900 millions \$ à l'échelle mondiale au cours du trimestre, y compris Archangel Diamond, Aura Minerals et Cano Petroleum.

L'opération visant Cano Petroleum a été la deuxième prise ferme aux États-Unis au cours du dernier exercice, ce qui dénote l'efficacité de l'équipe étendue de services de financement de sociétés de Canaccord Adams, dirigée par Jamie Brown, le nouveau président de nos activités américaines. Nos nouvelles activités américaines de preneurs fermes tirent également parti des idées gagnantes de nos activités canadiennes et d'une plus grande intégration à ces dernières. En juin, l'équipe de négociation d'actions a inscrit ses meilleurs résultats mensuels depuis l'acquisition d'Adams Harkness, il y a deux ans et demi. En outre, nos activités de consultation dans le cadre de l'acquisition de Copley Controls par Analogic ont également porté leurs fruits.

Au premier trimestre de l'exercice 2009, les produits de nos activités du Royaume-Uni et d'autres établissements étrangers ont reculé de 33,4 % comparativement aux niveaux records du premier trimestre de 2008. Ils ont cependant dépassé les produits enregistrés au trimestre précédent de l'exercice 2008. Par nature, les produits au Royaume-Uni ont tendance à fluctuer en raison de l'importance accordée aux mandats de financement de sociétés et de consultation. Dans le but d'accroître la stabilité de nos résultats dans cette région, nous avons amélioré nos activités de tenue de marché et de prise ferme et les intégrons davantage à nos activités nord-américaines. De plus, les membres de la direction de Londres forment une équipe dynamique qui continue de s'engager à accroître la présence et la performance de Canaccord sur cet important marché mondial.

Progression des Services aux particuliers

Les produits du groupe Services aux particuliers, bien qu'ayant reculé de 24,0 % par rapport au solide premier trimestre de l'exercice précédent, se sont améliorés par rapport au dernier trimestre de l'exercice 2008. Nous avons constitué un petit groupe d'action visant la clientèle au détail, chargé de gérer efficacement les activités quotidiennes de la division. Nous sommes également heureux du nombre et de la qualité des candidats qui ont fait part de leur intérêt à piloter le groupe Services aux particuliers qui amorce sa nouvelle phase de croissance et de création de valeur. Nous prévoyons pourvoir ce poste, ainsi que celui de chef du groupe des titres à revenu fixe, au début de l'automne 2008.

Notre programme de 120 jours

Canaccord a établi sa culture et sa réputation en offrant ses meilleures idées et un service hors pair à ses clients. Ces principes seront toujours au cœur de nos valeurs. Nous prévoyons que les marchés financiers mondiaux continueront d'être contraignants et, dans le but d'accroître la valeur pour nos actionnaires, nous devons renforcer notre engagement à mener à bien de grandes idées qui répondent non seulement aux besoins de nos clients, mais également à ceux de notre entreprise.

À la mi-juin, nous avons lancé un programme de 120 jours, dans le but d'accroître les marges et la rentabilité de Canaccord et, ultimement, de créer davantage de valeur pour les actionnaires. Le programme touche tous les aspects de la Société, de la salle des transactions à l'arrière-guichet, et constitue un virage évolutif vers des activités plus durables. Nous examinons les sources de produits existantes de Canaccord et ses nouvelles sources, ainsi que la possibilité de contrôler les coûts et de réduire les coûts opérationnels en vue de permettre à Canaccord d'être plus concurrentielle en présence de marchés baissiers et de nous positionner en vue de la croissance future.

Notre programme de 120 jours requiert la participation des employés à tous les niveaux de l'organisation, qui doivent travailler à repérer des occasions d'exercer nos activités plus efficacement. Nous avons mis en place de nouvelles politiques de réduction ou de contrôle des dépenses discrétionnaires, notamment les frais de voyage, de représentation et de recrutement et les salaires, dans le but de diminuer les dépenses structurelles de la Société. À moyen terme, nous avons l'intention de révéler la valeur des secteurs de notre entreprise qui ne sont pas pris en compte dans le cours de notre action. Nous avons également l'intention d'améliorer nos marges en nous assurant que le prix fixé pour nos services à la clientèle est concurrentiel et que nos services de gestion de patrimoine génèrent des produits récurrents.

Au moment de la publication du présent message, nous sommes presque parvenus à la moitié de la durée du programme de 120 jours. Je peux affirmer que la direction de Canaccord s'est engagée à réaliser d'importants gains de valeur pour les actionnaires, les clients et les employés grâce à ce programme. Nous sommes tous des actionnaires importants, et nous connaissons le potentiel énorme de Canaccord et de sa franchise.

Ce potentiel réside dans une culture imprégnée de grandes idées et de valeurs absolues. Il tire sa substance d'une solide base de capitaux d'environ 440 millions \$ et de la croissance de notre part de marché en termes de mandats de financement de sociétés. Ces éléments constituent les composantes de base de la rentabilité et de la valeur au sein du secteur des services financiers et nous avons l'intention d'en faire bénéficier tous les actionnaires, quelle que soit la conjoncture du marché.



PAUL D. REYNOLDS
Président et chef de la direction

rapport de gestion

Premier trimestre de l'exercice 2009, période de trois mois terminée le 30 juin 2008 – Document daté du 8 août 2008

Le rapport de gestion suivant de Canaccord Capital Inc. («Canaccord») vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants survenus dans notre situation financière et les résultats d'exploitation de la période de trois mois terminée le 30 juin 2008 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La période de trois mois terminée le 30 juin 2008 est également désignée sous le nom de premier trimestre de 2009, de T1/09 et du T1 de l'exercice 2009 dans le présent rapport de gestion. Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2008, qui commencent à la page 19 du présent rapport, la notice annuelle datée du 30 juin 2008 et le rapport de gestion annuel de 2008, y compris les états financiers consolidés vérifiés pour l'exercice terminé le 31 mars 2008, qui se trouvent dans le rapport annuel de Canaccord daté du 8 juillet 2008 («rapport annuel»). Aucune modification importante n'a été apportée à l'information qui figure dans le rapport de gestion annuel pour l'exercice 2008, sauf indication contraire dans le présent rapport de gestion. L'information financière de Canaccord est exprimée en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. L'information financière présentée dans le présent document est préparée selon les principes comptables généralement reconnus («PCGR») du Canada, à moins d'indication contraire. Le présent rapport de gestion est fondé sur les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les états financiers consolidés annuels vérifiés préparés selon les PCGR du Canada.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent document contient certains énoncés prospectifs. Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou au rendement futur, et ils reflètent les attentes ou croyances de la direction à l'égard d'événements futurs, y compris la conjoncture commerciale et économique ainsi que la croissance, les résultats d'exploitation, le rendement, les perspectives commerciales et les possibilités d'affaires de Canaccord. Ces énoncés prospectifs reflètent les croyances actuelles de la direction et reposent sur des renseignements dont elle dispose actuellement. Dans certains cas, l'utilisation de termes tels que «peut», «sera», «devrait», «prévoir», «projeter», «anticiper», «croire», «estimer», «prédire», «éventuel», «continuer», «cible», «avoir l'intention», «entendre» ou l'utilisation négative de ces expressions ou d'autres expressions semblables indiquent des énoncés prospectifs. Par nature, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et risques généraux et particuliers inhérents, et plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les faits ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux dont il est question dans les énoncés prospectifs. Lorsqu'ils évaluent ces énoncés, les lecteurs devraient expressément tenir compte de divers facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature du secteur des services financiers et les risques et incertitudes décrits de temps à autre dans les états financiers consolidés intermédiaires et annuels de Canaccord et dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés dans le site sedar.com. Les énoncés prospectifs sont donnés à la date du présent document, et Canaccord ne s'engage pas à les mettre à jour ou à les réviser pour refléter de nouveaux événements ou de nouvelles circonstances.

Mesures non conformes aux PCGR

Certaines mesures non conformes aux PCGR sont utilisées par Canaccord comme mesures du rendement financier. Les mesures non conformes aux PCGR n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés.

Le capital de Canaccord est constitué des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et, par conséquent, la direction se sert du rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires («RCP») comme mesure du rendement.

Les actifs sous administration («ASA») et les actifs sous gestion («ASG») sont des mesures des biens des clients non conformes aux PCGR, mesures qui sont communes aux aspects de la gestion du patrimoine du secteur Services aux particuliers. Les ASA représentent la valeur marchande des biens du client qui sont administrés par Canaccord et dont elle tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans des comptes clients, de même que la valeur marchande globale des positions acheteur et vendeur. La méthode qu'emploie Canaccord pour calculer les ASA peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et, par conséquent, pourrait ne pas être comparable. La direction utilise cette mesure pour évaluer le rendement opérationnel du secteur des Services aux particuliers. Les ASG comprennent tous les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de nos programmes appelés Programme Alliance et Gestion privée des placements. Les services fournis comprennent la sélection des placements et les conseils en placement. Les ASG sont également administrés par Canaccord et sont donc inclus dans les ASA.

Vue d'ensemble

Par l'entremise de ses principales filiales, Canaccord Capital Inc. (TSX et AIM : CCI), courtier en valeurs mobilières de plein exercice indépendant et de premier plan au Canada, mène des activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et aux États-Unis. Canaccord est cotée à la Bourse de Toronto et à l'AIM, branche de la Bourse de Londres. La Société exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : les Marchés des capitaux et les Services aux particuliers.

Les activités de Canaccord sont cycliques, et les produits et le bénéfice connaissent de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Nos activités sont touchées par la situation générale sur les marchés des actions nord-américains et européens, y compris les variations saisonnières.

Environnement d'affaires

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2009, les marchés des capitaux mondiaux ont été aux prises avec de nombreuses difficultés. La crise du crédit persistante qui a éclaté au troisième trimestre de l'année civile 2007 a fait chuter les actions des sociétés de services financiers à l'échelle mondiale à des creux jamais atteints depuis de nombreuses années. La crise du marché de l'habitation des États-Unis s'est accentuée et a récemment soulevé l'inquiétude au sujet de la viabilité de deux grandes entreprises parrainées par le gouvernement des États-Unis. Le prix du pétrole brut a atteint des niveaux records. La hausse du prix de l'essence, l'incertitude entourant l'emploi et le taux sans cesse croissant de saisies immobilières ont émué la confiance des consommateurs américains. L'économie est devenue la principale cible des mesures adoptées par le gouvernement américain.

L'économie canadienne a été freinée par la faiblesse des dépenses de consommation aux États-Unis, plus particulièrement dans l'industrie automobile. Le recul continu de l'activité manufacturière dans la région centrale du Canada a endigué l'élan de l'économie canadienne. La demande de matériaux et d'énergie sur les marchés émergents a profité à de nombreuses régions qui étaient auparavant économiquement faibles et a soutenu le dollar canadien.

L'inflation, en dépit de l'activité économique déclinante, préoccupe toutes les banques centrales des pays développés. Entre autres exemples de cette décélération économique, citons le Royaume-Uni, dont le marché de l'habitation et les services financiers sont en crise, et l'Allemagne, où l'économie s'essoufle du fait de l'accélération des prix à la production, de la hausse des taux d'intérêt et de l'importante érosion de la confiance des entreprises. L'inflation est plus importante dans les économies des pays émergents mais n'a, jusqu'à ce jour, suscité que des réactions tièdes de la part des autorités monétaires.

La surabondance des liquidités qui ont servi à financer le gouvernement et les dettes personnelles aux États-Unis au cours des dernières années s'est dissipée, ce qui atténue actuellement l'effet de levier. Au cours de la prochaine année, nous devrions assister à une décélération de la croissance et de l'inflation mondiales. Cette perspective comporte les risques suivants : l'élargissement de la crise du crédit, d'autres hausses du prix des marchandises et une nouvelle montée d'insatisfaction à l'égard du dollar américain qui pourrait perturber les marchés des devises.

D'une manière générale, la persistance du ralentissement de la croissance économique mondiale nuira aux différentes activités de Canaccord. Bien que nous ne pensions pas qu'une récession à l'échelle mondiale soit envisageable, nous continuons d'aborder le secteur des marchandises de façon constructive. Cependant, même si la croissance ralentit, l'activité de services-conseils en fusions et acquisitions continue d'offrir des possibilités intéressantes. Par conséquent, les entreprises bien gérées et dotées d'une structure de financement adéquate pourraient tenter d'améliorer leur productivité par le truchement de la technologie, recherchant des occasions d'acquisitions stratégiques rentables afin de rétablir leurs marges bénéficiaires et leur compétitivité sur le plan des prix. Bien que les services-conseils en fusions et acquisitions aient toujours été un secteur de croissance pour Canaccord ils constituent en général une source de revenus irrégulière, en raison de la nature transactionnelle de ces activités. Néanmoins, nous prévoyons que l'activité s'intensifiera dans ce secteur à l'avenir.

Données sur le marché

Sur un an, les volumes de négociation sur actions ont grimpé à la Bourse de croissance TSX et à l'AIM, mais ils sont demeurés relativement stables à la Bourse de Toronto et ont reculé sur le NASDAQ. Tour à tour, l'Amérique du Nord et le Royaume-Uni se sont partagé les volumes de négociation. Les valeurs de financement sur la Bourse de Toronto, la Bourse de croissance TSX et le NASDAQ ont toutes enregistré une forte baisse par rapport au T1/08, mais se sont accrues comparativement au T4/08. La valeur totale du financement de chacun des secteurs cibles de Canaccord sur l'AIM a considérablement reculé sur un an, tandis que la valeur de la majorité des secteurs s'est améliorée séquentiellement. Les valeurs de financement de nos secteurs cibles ont également fondu sur les Bourses canadiennes au T1/09 par rapport au T1/08, tandis que la plupart des secteurs ont progressé séquentiellement en regard entre le T4/08 et le T1/09.

Volumes de négociation par Bourse (en milliards d'actions)

	Avril 2008	Mai 2008	Juin 2008	T1 de l'exercice 2009	Variation par rapport au T1/08	Variation par rapport au T4 de l'exercice 2008
Bourse de Toronto	8,3	8,5	8,1	24,9	0,4 %	(2,4) %
Bourse de croissance TSX	4,2	4,5	5,2	13,9	3,7 %	20,9 %
AIM	15,1	12,7	11,4	39,2	7,7 %	2,9 %
NASDAQ	18,5	18,0	20,3	56,8	(5,8) %	18,7 %

Source : Statistiques de la Bourse de Toronto, statistiques de LSE AIM, Thomson One

Valeur totale du financement par Bourse

	Avril 2008	Mai 2008	Juin 2008	T1 de l'exercice 2009	Variation par rapport au T1 de l'exercice 2008	Variation par rapport au T4 de l'exercice 2008
Bourse de Toronto et Bourse de croissance TSX (en milliards \$ CA)	2,6	3,8	4,9	11,3	(37,3) %	9,5 %
AIM (en milliards de livres sterling)	0,6	0,4	1,0	2,0	(71,4) %	81,8 %
NASDAQ (en milliards \$ US)	1,1	2,1	1,9	5,1	(67,5) %	75,9 %

Source : Statistiques de la Bourse de Toronto, statistiques de LSE AIM, Equidesk

Valeur du financement dans les secteurs d'activité pertinents sur l'AIM

(en millions de livres sterling, sauf les pourcentages)	Avril 2008	Mai 2008	Juin 2008	Ti de l'exercice 2009	Variation par rapport au Ti de l'exercice 2008	Variation par rapport au T4 de l'exercice 2008
Pétrole et gaz	162,1	92,8	53,5	308,4	(17,9)%	22,2 %
Mines	232,3	55,2	170,4	457,9	(48,7)%	117,6 %
Biotechnologie	17,0	20,4	1,2	38,6	(42,6)%	181,8 %
Médias	9,7	7,5	1,3	18,5	(97,3)%	(61,9)%
Technologie	11,5	6,5	116,3	134,3	(54,5)%	1 205,0 %
Total (pour tous les secteurs pertinents)	432,6	182,4	342,7	957,7	(58,6)%	78,9 %

Source : Statistiques LSE AIM

Valeur du financement dans les secteurs d'activité pertinents sur la Bourse de Toronto et la Bourse de croissance TSX

(en millions de \$, sauf les pourcentages)	Avril 2008	Mai 2008	Juin 2008	Ti de l'exercice 2009	Variation par rapport au Ti de l'exercice 2008	Variation par rapport au T4 de l'exercice 2008
Pétrole et gaz	699,8	1 568,1	1 070,7	3 338,6	(28,4)%	289,8 %
Mines	250,3	212,1	915,6	1 378,0	(70,7)%	(68,0)%
Biotechnologie	59,3	33,9	25,5	118,7	(69,9)%	12,2 %
Médias	0,0	0,0	0,0	0,0	(100,0)%	0,0 %
Technologie	3,6	5,2	52,2	61,0	(80,2)%	19,6 %
Total (pour tous les secteurs pertinents)	1 013,0	1 819,3	2 064,0	4 896,3	(51,6)%	(7,9)%

Source : FPIInformart

Activités de Canaccord

Les activités de Canaccord Capital Inc. sont divisées en deux secteurs d'affaires : Canaccord Adams (nos activités sur les marchés des capitaux) et le groupe Services aux particuliers. Ensemble, ces activités offrent un vaste éventail de services bancaires de placement complémentaires, de produits de placement et de services de courtage aux institutions, aux sociétés et aux particuliers clients de Canaccord. Le secteur administratif de Canaccord est désigné sous le nom de Non sectoriel et autres.

Canaccord Adams

Canaccord Adams offre aux sociétés et aux institutions du marché intermédiaire partout dans le monde une plateforme intégrée transparente pour la recherche sur les actions, les ventes, la négociation et le financement de sociétés, reposant sur des activités d'envergure au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni.

- Les analystes en recherche de Canaccord ont une connaissance approfondie de plus de 550 sociétés de petite à moyenne capitalisation dans huit secteurs cibles : mines et métaux, énergie, technologie, sciences de la vie, produits de consommation, immobilier, croissance industrielle et développement durable.
- Notre bureau de vente et de négociation exécute les opérations en temps voulu pour plus de 1 500 clients institutionnels partout dans le monde et fonctionne comme une équipe intégrée sur une plateforme commune.
- Grâce à notre effectif de plus de 100 spécialistes en financement de sociétés, Canaccord Adams fait bénéficier ses clients de sa connaissance approfondie du secteur, de sa vaste expérience des opérations sur actions et de ses services-conseils en fusions et acquisitions.

Les produits de Canaccord Adams sont tirés des commissions et des honoraires gagnés dans le cadre du financement de sociétés, des ventes institutionnelles et des activités de négociation ainsi que des gains et pertes nets de négociation provenant des activités de négociation à titre de contrepartiste et des activités internationales de négociation.

Services aux particuliers

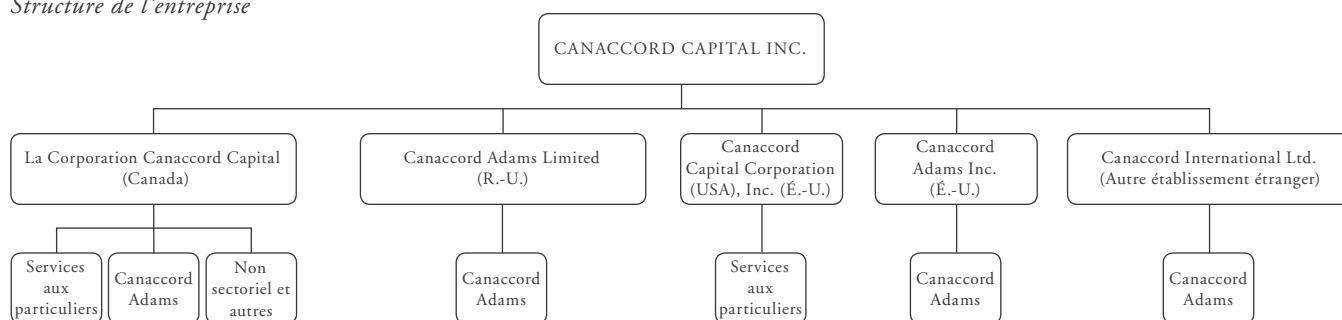
Chef de file parmi les courtiers en valeurs indépendants, le groupe Services aux particuliers de Canaccord a assis sa réputation sur la qualité de ses idées de placement. Nous sommes conscients que la complexité croissante de la situation financière de nombreux clients nécessite les services d'équipes de conseillers chevronnés qui peuvent proposer des solutions et des idées qui répondent aux besoins des clients. Bon nombre de nos conseillers ont reçu une formation pour l'obtention de titres professionnels liés au secteur, tels qu'analyste financier agréé ou directeur des placements agréé. Nous continuons d'offrir une formation continue à nos conseillers, afin de nous assurer que les clients de Canaccord bénéficient de conseils en placement complets.

Les produits tirés des Services aux particuliers proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts liés aux clients et des honoraires et commissions gagnés par les équipes de conseillers en financement de sociétés et en opérations mettant en jeu du capital de risque de particuliers.

Non sectoriel et autres

Le secteur administratif, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les services de courtage de correspondance, les services bancaires et les autres intérêts, ainsi que les produits et les charges libellés en devises qui ne sont pas précisément attribuables à Canaccord Adams ou aux Services aux particuliers. Ce secteur comprend également les groupes de services d'exploitation et de soutien de Canaccord, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, de l'exploitation, des finances et de toutes les autres fonctions administratives.

Structure de l'entreprise



Résultats d'exploitation consolidés

Sommaire des données du premier trimestre de 2009 et de l'exercice 2009 ¹

(en milliers de \$ CA, sauf les montants par action, le nombre d'employés et les pourcentages)	Trois mois terminés les 30 juin		Augmentation (diminution) par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2008	2007	
Canaccord Capital Inc.			
Produits			
Commissions	71 996 \$	85 775 \$	(16,1)%
Financement de sociétés	76 147	128 625	(40,8)%
Négociation à titre de contrepartiste	5 911	6 813	(13,2)%
Intérêts	12 329	16 310	(24,4)%
Divers	6 325	8 347	(24,2)%
Total des produits	172 708 \$	245 870 \$	(29,8)%
Charges			
Rémunération au rendement	82 727 \$	121 406 \$	(31,9)%
Charges de personnel	15 443	14 269	8,2 %
Autres charges indirectes ²	51 009	51 545	(1,0)%
Total des charges	149 179 \$	187 220 \$	(20,3)%
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	23 529	58 650	(59,9)%
Bénéfice net	16 459	39 029	(57,8)%
Résultat par action («RPA») – dilué	0,31	0,80	(61,3)%
Rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires («RCP»)	15,7 %	41,2 %	(25,5)p.p.
Valeur comptable par action à la fin de la période	7,66	7,96	(3,8)%
Nombre d'employés	1 698	1 657	2,5 %

1) Les données sont considérées comme des mesures conformes aux PCGR, sauf le RCP, la valeur comptable par action et le nombre d'employés.

2) Désigne les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement et les frais de développement.

p.p. : point de pourcentage

Répartition géographique des produits pour le premier trimestre de l'exercice 2009 ¹

(en milliers de \$ CA, sauf les pourcentages)	Trois mois terminés les 30 juin		Diminution par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2008	2007	
Canada	108 878 \$	162 093 \$	(32,8)%
Royaume-Uni	33 718	47 501	(29,0)%
États-Unis	25 641	26 422	(3,0)%
Autres établissements étrangers	4 471	9 854	(54,6)%

1) Pour obtenir une description de la répartition géographique des activités de Canaccord, se reporter à la section intitulée «Activités de Canaccord» à la page 7.

Comparaison du premier trimestre de 2009 avec le premier trimestre de 2008

Sur une base consolidée, les produits proviennent de cinq activités : les commissions et les honoraires liés à l'activité de prise ferme et de gestion du patrimoine de particuliers, le financement de sociétés, la négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et autres. Les produits pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2008 se sont élevés à 172,7 millions \$, une baisse de 29,8 %, ou 73,2 millions \$, par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2009, les produits tirés des commissions ont reculé de 13,8 millions \$ en regard de la même période de l'exercice 2008, pour s'établir à 72,0 millions \$, surtout en raison des commissions au titre des activités canadiennes, qui ont diminué de 15,5 millions \$, ou 21,8 %, pour se fixer à 55,8 millions \$ pour le trimestre considéré. Cette diminution a été en partie contrebalancée par une augmentation des commissions générées par les activités américaines et du Royaume-Uni. Le T1/08 s'est avéré un trimestre record pour la Société et il était difficile d'atteindre des résultats similaires au T1/09, étant donné la volatilité qui prévaut sur le marché actuellement, qui s'est traduite par une baisse des commissions générées par les activités canadiennes, par rapport au T1/08.

Les produits tirés du financement de sociétés se sont établis à 76,1 millions \$, en baisse de 52,5 millions \$, ou 40,8 %, en raison essentiellement du ralentissement des activités sur les marchés boursiers du Canada et du Royaume-Uni. Les produits découlant des activités de négociation à titre de contrepartiste se sont chiffrés à 5,9 millions \$, en baisse de 0,9 million \$, ou 13,2 %, en raison du fléchissement des marchés. Les intérêts créditeurs ont atteint 12,3 millions \$, soit 4,0 millions \$, ou 24,4 %, de moins qu'au même trimestre de l'exercice précédent, en raison surtout de la faiblesse relative des taux d'intérêt. Les produits divers ont diminué de 2,0 millions \$, ou 24,2 %, du fait principalement de la baisse des gains de change réalisés pour le trimestre considéré.

Les produits du premier trimestre au Canada ont été de 108,9 millions \$, une diminution de 53,2 millions \$, ou 32,8 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Nos activités ont souffert de l'affaiblissement des marchés boursiers canadiens en comparaison du T1/08.

Au Royaume-Uni, les produits ont atteint 33,7 millions \$, une diminution de 29,0 %, ou 13,8 millions \$, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Les activités au Royaume-Uni ont connu un premier trimestre record à l'exercice 2008, record qui n'a pas été égalé au cours de la période considérée, en raison de la volatilité qui régnait sur les marchés des capitaux. Les produits tirés des autres établissements étrangers ont totalisé 4,5 millions \$, un recul de 5,4 millions \$, ou 54,6 %, attribuable à la baisse des produits tirés des activités de financement de sociétés.

Aux États-Unis, les produits se sont chiffrés à 25,6 millions \$, soit 0,8 million \$, ou 3,0 %, de moins qu'au T1/08. En dépit de la conjoncture difficile aux États-Unis, les activités américaines ont maintenu les produits à un niveau correspondant à celui du T1/08.

Pourcentage des charges par rapport aux produits

	Trois mois terminés les 30 juin		Augmentation (diminution) par rapport au même trimestre de l'exercice précédent
	2008	2007	
Rémunération au rendement	47,9 %	49,4 %	(1,5) p.p.
Charges de personnel	8,9 %	5,8 %	3,1 p.p.
Autres charges indirectes ¹	29,6 %	20,9 %	8,7 p.p.
Total	86,4 %	76,1 %	10,3 p.p.

¹⁾ Désigne les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement et les frais de développement.
p.p. : point de pourcentage

Comparaison du premier trimestre de 2009 avec le premier trimestre de 2008

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2008, les charges ont été de 149,2 millions \$, une baisse de 20,3 %, ou 38,0 millions \$, par rapport au même trimestre de l'exercice précédent.

La charge de rémunération au rendement s'est élevée à 82,7 millions \$ pour le trimestre, une diminution de 31,9 %, ou 38,7 millions \$, attribuable au recul des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération au rendement consolidée, exprimée en pourcentage du total des produits, a été de 47,9 %, en baisse de 1,5 point de pourcentage.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2009, les charges de personnel ont totalisé 15,4 millions \$, une augmentation de 8,2 % en regard de la même période de l'exercice 2008. Cette progression a été attribuable à l'ajout de 41 employés à l'échelle de l'entreprise.

La charge de rémunération totale (rémunération au rendement et salaires), en pourcentage des produits consolidés du T1/09, a atteint 56,8 %, soit 1,6 point de pourcentage de plus que le pourcentage de 55,2 % du T1/08.

Autres charges indirectes

(en milliers de \$ CA, sauf les pourcentages)	Trois mois terminés les 30 juin		Augmentation (diminution) par rapport au même trimestre de l'exercice précédent
	2008	2007	
Frais de négociation	6 321 \$	6 958 \$	(9,2)%
Locaux et matériel	5 785	5 259	10,0 %
Communications et technologie	6 163	5 739	7,4 %
Intérêts	3 959	6 168	(35,8)%
Frais d'administration	19 277	18 271	5,5 %
Amortissement	2 042	1 977	3,3 %
Frais de développement	7 462	7 173	4,0 %
Total des autres charges indirectes	51 009 \$	51 545 \$	(1,0)%

Comparaison du premier trimestre de 2009 avec le premier trimestre de 2008

Les autres charges indirectes ont reculé de 1,0 %, ou 0,5 million \$, pour se fixer à 51,0 millions \$ au premier trimestre de l'exercice 2009. La diminution de l'ensemble des autres charges indirectes découle de la baisse de 0,6 million \$, ou 9,2 %, des frais de négociation, parallèlement au recul des commissions. Les intérêts créditeurs ont également reculé de 35,8 %, ou 2,2 millions \$, du fait de taux d'intérêt plus faibles au cours du trimestre considéré qu'au T1/08.

Les frais d'administration ont progressé de 5,5 %, ou 1,0 million \$. Cette montée pour le T1/09 a été attribuable à des honoraires de services-conseils non récurrents pour la mise à niveau de l'infrastructure interne.

Le bénéfice net du T1/09 s'est chiffré à 16,5 millions \$, soit 57,8 %, ou 22,6 millions \$, de moins qu'à la même période de l'exercice précédent. Le RPA dilué a été de 0,31 \$, en baisse de 0,49 \$, ou 61,3 %. Pour le T1/09, le RCP a atteint 15,7 % comparativement à 41,2 % pour le même trimestre de l'exercice 2008. Cette baisse du RPA a découlé en grande partie du recul du bénéfice net et de l'émission de 6 733 250 actions ordinaires dans le cadre du financement par action en mai 2008. La valeur comptable par action diluée pour le T1/09 a perdu 3,8 %, pour passer à 7,66 \$.

Les impôts sur les bénéfices se sont établis à 7,1 millions \$ pour le trimestre, compte tenu d'un taux d'imposition effectif de 30,0 %, en baisse de 3,5 points de pourcentage, par rapport au taux de 33,5 % du trimestre correspondant de l'exercice précédent. La baisse du taux d'imposition effectif reflète la réduction du taux d'imposition fédéral au Canada, qui est passé de 22,1 % à 19,0 %, et au Royaume-Uni, où le taux de 30,0 % a été réduit à 28,0 %.

Faits saillants de l'exploitation

Canaccord Adams ¹

(en milliers de \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Trois mois terminés les 30 juin		Augmentation (diminution) par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2008	2007	
Canaccord Adams			
Produits	104 793 \$	155 023 \$	(32,4)%
Charges			
Rémunération au rendement	52 529 \$	76 203 \$	(31,1)%
Charges de personnel	4 223	4 019	5,1 %
Autres charges indirectes	28 268	26 127	8,2 %
Total des charges	85 020	106 349	(20,1)%
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices ²	19 773	48 674	(59,4)%
Nombre d'employés	545	534	2,1 %

1) Les données sont considérées comme étant conformes aux PCGR, sauf le nombre d'employés.

2) Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices ne tient pas compte des autres charges indirectes qui sont comprises dans les charges du secteur Non sectoriel et autres.

Les produits de Canaccord Adams sont tirés des commissions et des honoraires gagnés dans le cadre du financement de sociétés, des ventes institutionnelles et des activités de négociation, ainsi que des gains et pertes nets de négociation provenant des activités de négociation à titre de contrepartiste et des activités internationales de négociation.

Comparaison du premier trimestre de 2009 avec le premier trimestre de 2008

Au T1/09, Canaccord Adams a inscrit des produits de 104,8 millions \$, soit 32,4 %, ou 50,2 millions \$, de moins qu'à la même période de l'exercice précédent, en raison de la faiblesse des marchés des capitaux mondiaux à l'échelle de toutes les régions.

Produits tirés des activités au Canada

Au Canada, Canaccord Adams a généré des produits de 42,0 millions \$ au T1/09, en baisse de 41,9 %, ou 30,4 millions \$, par rapport au T1/08. La diminution des produits dans cette région géographique a été en grande partie attribuable à la perte de vitesse de l'activité de financement sur le marché des actions canadiennes au T1/09. Les produits canadiens de Canaccord Adams de 42,0 millions \$ correspondent à 40,1 % (46,7 % au T1/08) du total des produits de Canaccord Adams.

Produits tirés des activités au Royaume-Uni

Les activités de Canaccord Adams Limited au Royaume-Uni comprennent les ventes institutionnelles et la négociation, le financement de sociétés et la recherche. Les produits de cette entreprise ont totalisé 33,7 millions \$, en baisse de 13,8 millions \$, ou 29,0 %, comparativement à la même période de l'exercice précédent, en raison du ralentissement de l'activité du marché au cours du trimestre. Les produits de 33,7 millions \$ générés au Royaume-Uni correspondent à 32,2 % (30,6 % au T1/08) du total des produits de Canaccord Adams.

Produits tirés des activités aux États-Unis

Les activités aux États-Unis rendent compte des activités de Canaccord Adams Inc. sur les marchés des capitaux américains. Au premier trimestre de 2009, les produits générés par Canaccord Adams aux États-Unis se sont élevés à 24,6 millions \$ (25,3 millions \$ au T1/08), soit 23,4 % (16,3 % au T1/08) du total des produits de Canaccord Adams. Les produits tirés des activités américaines sont

demeurés stables en dépit de la conjoncture de marché difficile aux États-Unis, grâce aux services-conseils en fusions et acquisitions fournis, à l'expansion de la couverture de la région et à l'amélioration de notre plateforme de négociation d'actions.

Produits générés par les autres établissements étrangers

Les produits attribuables aux autres établissements étrangers ont été générés en grande partie par l'activité de financement de sociétés. Au T1/09, les produits ont atteint 4,5 millions \$ (9,9 millions \$ au T1/08), soit 4,3 % (6,4 % au T1/08) du total des produits de Canaccord Adams. La baisse des produits a principalement découlé de la diminution des opérations de financement de sociétés.

Charges

Les charges du T1/09 ont été de 85,0 millions \$, en baisse de 21,3 millions \$, ou 20,1 %. Cette diminution était essentiellement imputable à la baisse de la rémunération au rendement de 23,7 millions \$, ou 31,1 %, du fait du recul des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement au cours du trimestre. Les charges de personnel du trimestre ont progressé de 0,2 million \$, ou 5,1 %, en raison de l'augmentation du nombre d'employés. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits du trimestre a atteint 54,2 %, soit 2,5 points de pourcentage de plus que le pourcentage de 51,7 % du T1/08.

La baisse de la charge de rémunération au rendement a été neutralisée par la montée de 0,6 million \$, ou 32,9 %, des honoraires professionnels qui a découlé des coûts plus élevés engagés pour la mise à niveau de l'infrastructure interne.

Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices pour le trimestre a été de 19,8 millions \$, en baisse de 28,9 millions \$, ou 59,4 %, en regard du même trimestre de l'exercice précédent. La diminution du bénéfice avant impôts sur les bénéfices a essentiellement découlé de la baisse des produits susmentionnée.

Services aux particuliers ¹

	Trois mois terminés les 30 juin		Augmentation (diminution) par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2008	2007	
(en milliers de \$ CA, sauf les ASG et les ASA, qui sont en millions de \$ CA, le nombre d'employés et d'équipes de conseillers et les pourcentages)			
Produits	57 853 \$	76 083 \$	(24,0)%
Charges			
Rémunération au rendement	26 950 \$	37 680 \$	(28,5)%
Charges de personnel	3 781	4 049	(6,6)%
Autres charges indirectes	13 952	15 419	(9,5)%
Total des charges	44 683 \$	57 148 \$	(21,8)%
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices ²	13 170	18 935	(30,4)%
Actif sous gestion («ASG»)	747	815	(8,3)%
Actif sous administration («ASA»)	14 695	15 701	(6,4)%
Nombre d'équipes de conseillers	354	373	(5,1)%
Nombre d'employés	760	757	0,4 %

1) Les données sont considérées comme étant conformes aux PCGR, à l'exception des ASG, des ASA, du nombre d'équipes de conseillers et du nombre d'employés.

2) Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices ne tient pas compte des autres charges indirectes qui sont comprises dans les charges du secteur Non sectoriel et autres.

Les produits tirés des Services aux particuliers proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts liés aux clients et des honoraires et commissions gagnés par les équipes de conseillers en financement de sociétés et en opérations mettant en jeu du capital de risque de particuliers.

Comparaison du premier trimestre de 2009 avec le premier trimestre de 2008

Les Services aux particuliers ont inscrit des produits de 57,9 millions \$, soit 18,2 millions \$, ou 24,0 % de moins qu'au T1/08, en raison du ralentissement de l'activité de négociation attribuable à la volatilité du marché. Les ASA ont diminué de 6,4 %, ou 1,0 milliard \$, en comparaison du T1/08, pour s'établir à 14,7 milliards \$, du fait des valeurs marchandes plus basses. Les ASG ont reculé de 8,3 % sur un an. À la fin du premier trimestre de l'exercice 2009, l'effectif comptait 354 équipes de conseillers, soit 19 de moins qu'au premier trimestre de l'exercice précédent. Les honoraires gagnés par Canaccord représentaient 15,7 % du total des honoraires des Services aux particuliers pour le T1/09, contre 12,0 % au T1/08.

Les charges du T1/09 ont été de 44,7 millions \$, en baisse de 12,5 millions \$, ou 21,8 %. Pour le trimestre considéré, c'est la charge de rémunération au rendement qui a connu la plus importante baisse, soit 28,5 %, ou 10,7 millions \$. Cette diminution correspondait à la baisse des produits au cours de la période. De plus, les intérêts créditeurs ont reculé de 42,4 %, ou 2,1 millions, du fait de taux d'intérêt plus faibles. Ce recul a été partiellement neutralisé par l'accroissement des frais d'administration de 33,5 %, ou 1,0 million \$, qui était lié à l'augmentation des honoraires professionnels de 0,6 million \$.

Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices pour le trimestre a été de 13,2 millions \$, en baisse de 30,4 % en regard de la même période de l'exercice précédent. Cette baisse a découlé du fait que les produits ont été moins élevés au T1/09 qu'au T1/08, comme il a été mentionné ci-dessus.

Non sectoriel et autres ¹

(en milliers de \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Trois mois terminés les 30 juin		Augmentation (diminution) par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2008	2007	
Produits	10 062 \$	14 764 \$	(31,8)%
Charges			
Rémunération au rendement	3 248 \$	7 523 \$	(56,8)%
Charges de personnel	7 439	6 201	20,0 %
Autres charges indirectes	8 789	9 999	(12,1)%
Total des charges	19 476 \$	23 723 \$	(17,9)%
Perte avant impôts sur les bénéfices	(9 414)	(8 959)	5,1 %
Nombre d'employés	393	366	7,4 %

1) Les données sont considérées comme étant conformes aux PCGR, sauf le nombre d'employés.

Le secteur administratif de Canaccord, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les services de courtage de correspondance, les services bancaires et les autres intérêts, ainsi que les produits et les charges libellés en devises qui ne sont pas précisément attribuables à Canaccord Adams ou aux Services aux particuliers. Ce secteur comprend également les groupes de services d'exploitation et de soutien de Canaccord, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, de l'exploitation, des finances et de toutes les autres fonctions administratives.

Comparaison du premier trimestre de 2009 avec le premier trimestre de 2008

Les produits pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2008 se sont élevés à 10,1 millions \$, une baisse de 31,8 %, ou 4,7 millions \$, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cette variation a en partie découlé de la diminution des gains de change par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Ces gains ont baissé de 1,5 million \$, ou 32,9 %, au cours du trimestre, pour passer à 3,1 millions \$. Les intérêts créditeurs ont également baissé de 2,5 millions \$, ou 33,4 %, en regard de la même période de l'exercice 2008. Ce recul a été imputable aux taux d'intérêt plus faibles pour le trimestre considéré en comparaison du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les charges du T1/09 ont été de 19,5 millions \$, en baisse de 4,2 millions \$, ou 17,9 %. La baisse la plus importante a été enregistrée à l'égard de la rémunération au rendement, qui a reculé de 56,8 %, ou 4,3 millions \$, en raison de la rentabilité moindre du groupe de sociétés. Cette baisse a été contrebalancée par l'augmentation de 1,2 million \$, ou 20,0 %, des charges de personnel au cours du trimestre, du fait de l'embauche par le segment Non sectoriel et autres des activités canadiennes de 27 employés de plus qu'à la même période de l'exercice précédent. La plupart des nouveaux employés ont été recrutés pour améliorer nos services d'exploitation et de soutien. Les autres charges indirectes ont chuté de 12,1 %, ou 1,2 million \$, en raison surtout du recouvrement des taxes à la consommation au cours du trimestre.

Dans l'ensemble, la perte avant impôts sur les bénéfices s'est chiffrée à 9,4 millions \$ pour le trimestre considéré, soit 5,1 %, ou 0,5 million \$, de plus qu'au même trimestre de l'exercice précédent.

Situation financière

Certains postes du bilan ont enregistré les variations suivantes :

Actif

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont atteint 555,0 millions \$ au 30 juin 2008, contre 435,6 millions \$ au 31 mars 2008. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section «Situation de trésorerie et sources de financement» ci-après.

La valeur des titres détenus a atteint 117,0 millions \$ en comparaison de 92,8 millions \$ au 31 mars 2008.

Les débiteurs ont totalisé 1,5 milliard \$, contre 1,4 milliard \$ au 31 mars 2008. La variation découlait principalement de l'accroissement des montants à recevoir des clients.

Les autres actifs ont été moins élevés de 10,6 millions \$ qu'au 31 mars 2008, du fait surtout de la diminution des impôts futurs, qui a été partiellement contrebalancée par l'augmentation des impôts sur les bénéfices à recevoir.

Passif

Les découverts bancaires et les emprunts remboursables à vue utilisés par Canaccord peuvent varier considérablement d'un jour à l'autre puisqu'ils sont directement liés aux opérations sur titres. Le 30 juin 2008, la dette bancaire de la Société s'établissait à néant, en comparaison de 15,0 millions \$ le 31 mars 2008.

Les créiteurs se sont élevés à 1,8 milliard \$, contre 1,7 milliard \$ au 31 mars 2008, une hausse de 0,1 milliard \$ attribuable surtout à l'augmentation des montants à payer aux courtiers en valeurs mobilières.

Les autres passifs se sont accrus de 18,5 millions \$ en comparaison du 31 mars 2008, en raison de l'augmentation des titres négociables vendus à découvert.

Arrangements hors bilan

Au 30 juin 2008, Canaccord disposait de facilités de crédit auprès de banques au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni pour un total de 492,5 millions \$. Ces facilités de crédit, consistant en emprunts remboursables à vue, en lettres de crédit et en facilités de découvert d'un jour, sont garanties, quand elles sont utilisées, par des titres non réglés ou des titres détenus par la Société. Une filiale de la Société a également obtenu des lettres de crédit de soutien irrévocables d'une institution financière d'un total de 2,3 millions \$ (2,3 millions \$ US) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à Boston, à New York et à San Francisco. Au 30 juin 2008, aucun solde n'était impayé en vertu de ces lettres de crédit de soutien.

Dans le cadre du programme de secours de Canaccord, la Société a obtenu deux lettres de crédit en avril 2008 afin de faciliter le financement du programme de secours. Sous réserve de certaines modalités, des prélèvements seront effectués sur les lettres de crédit à la conclusion fructueuse du programme de secours de Canaccord.

Situation de trésorerie et sources de financement

La structure de capital de Canaccord englobe le capital social, les bénéfices non répartis et le cumul des autres éléments du résultat étendu. La trésorerie et les équivalents de trésorerie, déduction faite des emprunts remboursables à vue, ont connu une hausse de 134,4 millions \$, pour passer de 420,6 millions \$ au 31 mars 2008 à 555,0 millions \$ au 30 juin 2008. Au cours du trimestre terminé le 30 juin 2008, les activités de financement ont généré des fonds totalisant 65,8 millions \$, en raison surtout de l'émission d'actions ordinaires dans le cadre d'un financement par action en mai 2008. Les activités d'investissement ont utilisé des fonds d'un montant de 0,7 million \$ pour l'acquisition de matériel et pour les améliorations locatives. Les activités d'exploitation ont généré des fonds d'un montant de 70,2 millions \$, ces rentrées de fonds étant attribuables à l'augmentation, montant net, des éléments hors caisse du fonds de roulement, du bénéfice net et des éléments sans incidence sur la trésorerie. Une diminution de la trésorerie de 1,0 million \$ a été attribuée à l'incidence du change sur les soldes de trésorerie. Au total, la trésorerie, montant net, a progressé de 134,4 millions \$, en comparaison du 31 mars 2008. Cette progression est grandement attribuable aux flux de trésorerie d'exploitation et au financement par action au cours du premier trimestre de l'exercice 2009.

Les activités de Canaccord nécessitent des capitaux aux fins de l'exploitation et de la réglementation. Les actifs à court terme figurant au bilan de Canaccord sont très liquides. La plupart des positions dans des titres détenus sont facilement négociables, et sont comptabilisées à leur valeur marchande. La juste valeur marchande de ces titres fluctue chaque jour, car des facteurs comme des changements dans les conditions du marché, la conjoncture économique et les perspectives pour les investisseurs influent sur les prix du marché. Les débiteurs sont garantis par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et des agents et à payer à ceux-ci ont trait à : des opérations ouvertes à court terme, qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de trois jours, des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre d'opérations qui peuvent être conclues sur demande en quelques jours, et des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés aux comptes clients.

Canaccord s'engage à verser des loyers minimums pour des locaux et du matériel au cours des cinq prochains exercices. Le tableau ci-après présente le sommaire des montants approximatifs des obligations contractuelles à long terme consolidées de Canaccord au 30 juin 2008.

(en milliers de \$ CA)	Obligations contractuelles, calendrier des échéances par période				
	Total	Exercice 2010	Exercices 2011 – 2012	Exercices 2013 – 2014	Par la suite
Contrats de location-exploitation relatifs aux locaux et au matériel	138 681 \$	22 023 \$	36 208 \$	31 196 \$	49 254 \$

Données sur les actions en circulation

	Nombre d'actions en circulation aux 30 juin	
	2008	2007
Actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis ¹	50 068 905	45 183 714
Nombre d'actions émises et en circulation ²	54 590 583	47 864 234
Nombre d'actions émises et en circulation – dilué ³	57 465 952	48 872 327
Nombre moyen d'actions en circulation – de base	47 518 618	45 170 532
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué	52 720 457	48 859 145

1) Exclut 2 895 551 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions en vertu des programmes de recrutement et de maintien en poste, 1 576 127 actions dont les droits ne sont pas acquis par la fiducie pour les avantages sociaux des employés dans le cadre du RILT et 50 000 actions ordinaires autodétenues.

2) Inclut 2 895 551 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions en vertu des programmes de recrutement et de maintien en poste, 1 576 127 actions dont les droits ne sont pas acquis par la fiducie pour les avantages sociaux des employés dans le cadre du RILT et 50 000 actions ordinaires autodétenues.

3) Inclut des engagements à l'égard de l'émission de 2 875 369 actions.

Au 30 juin 2008, Canaccord avait 54 590 583 actions ordinaires émises et en circulation, soit 6 726 349 actions ordinaires de plus qu'au 30 juin 2007, en raison de l'incidence, montant net, de l'émission d'actions dans le cadre du financement par action de mai 2008, ainsi que dans le cadre du régime de rémunération à base d'actions et de l'annulation d'actions.

Le 2 mai 2008, la Société a conclu un financement entièrement souscrit de 5 855 000 actions ordinaires à un prix de 10,25 \$ l'action pour un produit brut total de 60,0 millions \$. Le 22 mai 2008, les preneurs fermes ont exercé une option pour attribution excédentaire relative au financement en vue de l'achat d'un nombre additionnel de 878 250 actions ordinaires à un prix de 10,25 \$ l'action pour un produit brut de 9,0 millions \$. Le produit net du placement servira au développement des affaires et aux fins générales de l'entreprise.

La Société a renouvelé son OPR dans le cours normal des affaires en décembre 2007 et a le droit d'acquérir, à compter du 31 décembre 2007 jusqu'au 30 décembre 2008, jusqu'à 2 391 753 de ses actions, qui représentaient 5 % de ses actions en circulation au 21 décembre 2007. Au cours du trimestre considéré, 50 000 actions ont été acquises dans le cadre de l'OPR dans le cours normal des affaires et ont été annulées par la suite en juillet 2008. La fiducie pour les avantages sociaux des employés a acquis un total de 468 529 actions pour le régime d'intéressement à long terme («RILT») entre le 21 décembre 2007 et le 30 juin 2008, ce qui a réduit le nombre d'actions admissibles à l'OPR dans le cours normal des affaires. Au 30 juin 2008, le nombre d'actions pouvant être achetées en vertu de l'OPR dans le cours normal des affaires était de 1 873 224 actions.

En juillet 2008, la Société a fait l'acquisition de 50 000 actions ordinaires supplémentaires aux fins d'annulation, dans le cadre de l'OPR dans le cours normal des affaires. Au total, la Société avait 54 490 583 actions ordinaires émises et en circulation en date du 8 août 2008.

Rémunération à base d'actions

Adams Harkness

Dans le cadre de l'acquisition d'Adams Harkness Financial Group Inc. («Adams Harkness»), un programme de maintien en poste a été créé. Le 3 janvier 2006, Canaccord a réalisé l'acquisition d'Adams Harkness (qui porte désormais le nom de Canaccord Adams Inc.), une entreprise privée de courtage de valeurs pour investisseurs institutionnels, dont le siège social est à Boston, au Massachusetts. Un programme de maintien en poste a été établi, qui prévoit l'émission d'un maximum de 1 118 952 actions ordinaires à l'issue d'une période d'acquisition des droits de trois ans. Le nombre total d'actions dont les droits seront acquis est également fondé sur les produits réalisés par Canaccord Adams Inc. après la date d'acquisition. Le paiement lié au maintien en poste est comptabilisé progressivement dans les frais de développement à mesure que les niveaux de produits ouvrant droit aux actions sont atteints au cours de la période d'acquisition des droits, et le nombre correspondant d'actions de maintien en poste est inclus dans le nombre dilué moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation. Compte tenu des déchéances des droits, le nombre d'actions visées par le programme de maintien en poste s'élève à 774 768 actions.

Options sur actions

Le 16 mai 2007 et le 14 juin 2008, la Société a attribué des options sur actions à cinq administrateurs indépendants, donnant à chacun la possibilité d'acheter jusqu'à concurrence de 50 000 actions ordinaires de la Société. Les droits rattachés aux options sur actions s'acquerraient sur une période de quatre ans et viennent à échéance sept ans après la date d'attribution. Le prix d'exercice moyen pondéré des options sur actions est de 16,31 \$.

Régime d'intéressement à long terme

En vertu du RILT, les unités d'actions temporairement incessibles dont les droits s'acquerraient sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, une fiducie pour les avantages sociaux des employés (la «fiducie») a été constituée et : a) la Société y versera des fonds qu'un fiduciaire utilisera pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires de la Société qu'il détiendra en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions temporairement incessibles; ou b) la Société émettra des actions ordinaires à même le capital autorisé aux participants à la suite de l'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions temporairement incessibles. Pour les employés des États-Unis et du Royaume-Uni, au moment de chaque attribution d'unité d'action temporairement incessible, la Société attribuera des actions ordinaires qu'elle émettra à même le capital autorisé au moment de l'acquisition des droits s'y rattachant pour chaque participant. Les actions émises dans le cadre du RILT seront généralement contrebalancées par les achats effectués dans le cadre de l'OPR dans le cours normal des affaires.

Centres financiers internationaux

Canaccord est membre du International Financial Centre Vancouver qui fournit certains avantages financiers et fiscaux en vertu de la *International Financial Business (Tax Refund) Act* de la Colombie-Britannique et de la *Loi sur les centres financiers internationaux* du Québec. Ainsi, le taux d'imposition global de Canaccord est inférieur à celui qui s'appliquerait autrement.

Change

Canaccord gère son risque de change en couvrant périodiquement ses règlements en devises en attente. Les gains et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces opérations sont constatés dans les résultats au cours de l'exercice. Le 30 juin 2008, les contrats à terme en cours visant la vente des dollars américains avaient un notionnel de 18,0 millions \$ US, en baisse par rapport à 19,3 millions \$ US au même trimestre l'an dernier. Les contrats à terme en cours visant l'achat des dollars américains avaient un notionnel de 13,3 millions \$ US, en baisse par rapport à 18,8 millions \$ US au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La juste valeur de ces contrats était minime. Certaines des opérations de Canaccord à Londres, en Angleterre, sont libellées en livres sterling; toutefois, tout risque de change à l'égard de ces opérations est généralement limité, étant donné que les règlements en attente des deux côtés de l'opération sont habituellement libellés en livres sterling.

Opérations entre parties liées

Les opérations sur titres effectuées pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs de Canaccord sont menées selon les mêmes modalités que celles utilisées pour le compte de tous les clients. Les produits tirés des commissions sur le total de ces opérations ne sont pas importants par rapport à ceux provenant de l'ensemble des activités de Canaccord.

Estimations comptables critiques

La présente section est un sommaire des estimations comptables critiques de Canaccord. Les conventions comptables de Canaccord sont conformes aux PCGR du Canada et sont présentées à la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels vérifiés. Les conventions comptables décrites ci-dessous requièrent des estimations et des hypothèses qui influent sur les montants des actifs, des passifs, des produits et des charges comptabilisés aux états financiers. En raison de leur nature, les estimations nécessitent l'exercice du jugement fondé sur l'information disponible. Les résultats ou montants réels pourraient différer des estimations, et cette différence pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers.

Constatation des produits et évaluation des titres

Les titres détenus et vendus à découvert, y compris les bons de souscription d'actions et les options d'achat d'actions, sont classés comme étant détenus à des fins de transaction conformément aux recommandations du chapitre 3855, «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* («ICCA»), et sont comptabilisés à la juste valeur, les gains et les pertes latents étant constatés dans le bénéfice net. En ce qui a trait aux titres cotés, la juste valeur est déterminée selon les prix du marché obtenus de sources indépendantes, comme les cours du marché ou les prix de courtiers. Des ajustements sont apportés aux prix du marché au titre de la liquidité compte tenu de l'importance de la position, des périodes de détention et d'autres restrictions de revente, le cas échéant. Les placements dans des titres non cotés ou non liquides classés comme détenus à des fins de transaction sont évalués à la juste valeur calculée selon un modèle d'évaluation. L'estimation des facteurs qui peuvent influencer sur la valeur et l'estimation des valeurs en général comporte inévitablement un degré d'incertitude et d'imprécision. L'importance des écarts entre les estimations et les résultats réels aura une incidence sur le montant des produits ou des pertes comptabilisés pour une position particulière au cours d'une période donnée. Comme le portefeuille de titres de Canaccord se compose principalement de titres cotés, et étant donné nos procédures d'obtention de cours du marché auprès de sources indépendantes, la validation des estimations au moyen du règlement réel d'opérations et l'application uniforme de notre stratégie d'une période à l'autre, nous croyons que les estimations des justes valeurs comptabilisées sont raisonnables.

Papier commercial adossé à des actifs («PCAA»)

Une grande incertitude entoure l'estimation du montant et de l'échéance des flux de trésorerie du PCAA détenu par la Société. La Société estime la juste valeur du PCAA qu'elle détient en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus selon une approche fondée sur des pondérations probabilistiques et selon les meilleures données disponibles. Étant donné que la juste valeur du PCAA est basée sur l'évaluation par la Société des conditions actuelles, les montants présentés peuvent varier considérablement dans les périodes subséquentes. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 7 afférente aux états financiers consolidés annuels vérifiés.

Provisions

Canaccord comptabilise des provisions pour les litiges en cours ou en attente et pour les créances douteuses liées aux débiteurs, aux prêts, aux avances et autres créances. Les provisions relatives aux litiges sont établies selon le jugement de la direction en consultation avec le conseiller juridique, en tenant compte de divers facteurs comme le montant de la réclamation, la possibilité de méfaits de la part d'un employé de Canaccord et les antécédents. Habituellement, les débiteurs sont garantis par des titres et, en conséquence, toute réduction de valeur est en général évaluée après avoir tenu compte de la valeur marchande de la garantie.

Les provisions relatives à d'autres créances douteuses sont habituellement fondées sur l'évaluation par la direction de la probabilité du recouvrement et du montant recouvrable. Les provisions sont aussi comptabilisées à l'aide de facteurs d'actualisation relativement à la participation d'un consortium.

Impôts

Pour établir les montants des passifs d'impôts, la direction doit formuler des estimations et exercer son jugement en ce qui a trait au résultat final de la production des déclarations de revenus et des cotisations. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Canaccord exerce ses activités dans différents pays de domiciliation fiscale et y est assujettie à l'impôt. La production des déclarations de revenus peut comporter des questions complexes dont le règlement peut nécessiter beaucoup de temps s'il y a un différend ou un redressement par les administrations fiscales. Canaccord croit que des provisions pour impôts sur les bénéfices adéquates ont été comptabilisées pour tous les exercices.

Écart d'acquisition et autres actifs incorporels

Dans le cadre des acquisitions d'Adams Harkness et d'Enermarket, Canaccord a acquis des écarts d'acquisition et d'autres actifs incorporels. L'écart d'acquisition est l'excédent du coût des sociétés acquises sur la juste valeur de leurs actifs nets, y compris les autres actifs incorporels, à la date d'acquisition. Pour l'identification et l'évaluation des autres actifs incorporels, la direction a utilisé des estimations et formulé des hypothèses. L'écart d'acquisition fait l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois l'an, ou chaque fois qu'une perte de valeur éventuelle peut survenir par suite d'un événement ou d'un changement de situation, afin d'assurer que la juste valeur de l'unité d'exploitation à laquelle l'écart d'acquisition a été attribué est supérieure ou au moins égale à sa valeur comptable. La juste valeur sera calculée en utilisant des modèles d'évaluation qui tiennent compte de facteurs comme le bénéfice projeté, les

multiples cours-bénéfice, les taux d'actualisation, d'autres informations externes disponibles et des éléments comparables des marchés. Pour calculer la juste valeur, la direction doit poser des jugements touchant le choix des modèles d'évaluation ainsi que les hypothèses et les estimations à utiliser dans ces modèles et les calculs de valeurs. Ces jugements influent sur le calcul de la juste valeur et toute charge pour dépréciation qui peut en découler. Les autres actifs incorporels sont amortis sur leur durée de vie utile estimative et font l'objet d'un test de dépréciation régulièrement ou chaque fois qu'une dépréciation éventuelle peut survenir par suite d'un événement ou d'un changement de situation. La direction doit exercer son jugement et utiliser des estimations et des hypothèses pour établir la durée de vie utile estimative des autres actifs incorporels et les calculs de valeur sur une base régulière.

Consolidation des entités à détenteurs de droits variables

La Société consolide les entités à détenteurs de droits variables («EDDV») conformément aux directives de la note d'orientation concernant la comptabilité 15 («NOC-15»), *Consolidation des entités à détenteurs de droits variables*, de l'ICCA. Selon la NOC-15 une EDDV s'entend d'une entité dont les investissements en instruments de capitaux propres à risque ne sont pas suffisants pour lui permettre de financer ses activités sans un soutien financier subordonné additionnel ou dont les détenteurs des instruments de capitaux propres à risque ne réunissent pas les caractéristiques d'une participation financière conférant le contrôle. L'entreprise qui consolide une EDDV est appelée le principal bénéficiaire de cette dernière. Une entreprise doit consolider une EDDV lorsqu'elle détient un droit variable qui l'amènera à assumer la majorité des pertes prévues de l'entité ou à recevoir la majorité des rendements résiduels prévus de l'entité.

La Société a constitué une fiducie pour les avantages sociaux des employés afin de remplir ses obligations envers ses employés, qui découlent de son régime de rémunération à base d'actions. La fiducie pour les avantages sociaux des employés a été consolidée conformément à la NOC-15, puisqu'elle répond à la définition d'une EDDV et que la Société en est le principal bénéficiaire.

Rémunération à base d'actions

La rémunération à base d'actions correspond aux coûts liés aux attributions à base d'actions octroyées aux employés. La Société utilise la méthode de la juste valeur pour comptabiliser ces attributions. Selon cette méthode, la Société évalue la juste valeur des attributions à base d'actions à la date d'attribution et comptabilise les coûts à titre de charge sur la période d'acquisition applicable avec une augmentation correspondante du surplus d'apport. Si l'acquisition des droits dépend également de critères de rendement, les coûts sont comptabilisés sur la période d'acquisition des droits en fonction du taux d'atteinte des critères de rendement (déduction faite des taux de déchéance estimatifs). Sinon, les coûts sont comptabilisés de façon graduelle. Lorsque les droits sont acquis, le surplus d'apport est réduit du montant applicable et le capital social est augmenté du même montant.

Prises de position comptables récentes

Écart d'acquisition et actifs incorporels

L'ICCA a publié une nouvelle norme comptable dans le chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA*, «Écarts d'acquisition et actifs incorporels», qui précise les critères pour la comptabilisation des dépenses à titre d'actifs incorporels et donne des directives supplémentaires à l'égard de la comptabilisation et de l'évaluation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels générés en interne. La Société appliquera cette nouvelle norme à partir du 1^{er} avril 2009. À l'heure actuelle, la Société évalue l'incidence de l'adoption de ce chapitre.

Normes internationales d'information financière

Le Conseil des normes comptables du Canada a maintenant confirmé que l'utilisation des Normes internationales d'information financière («IFRS») serait exigée à compter de 2011 pour les entreprises à but lucratif ayant une obligation publique de rendre des comptes. Les IFRS remplaceront les PCGR du Canada actuels suivis par la Société. La Société sera tenue de commencer à présenter ses informations financières selon les IFRS pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012 et devra fournir les informations conformément aux IFRS pour les périodes correspondantes présentées. La Société évalue présentement quelle sera l'incidence de l'adoption des IFRS.

Modification de conventions comptables

Le 1^{er} avril 2008, la Société a adopté les dispositions du chapitre 3862, «Instruments financiers – informations à fournir et présentation», du chapitre 3863, «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», du chapitre 1535, «Informations à fournir concernant le capital», et du chapitre 1400, «Normes générales de présentation des états financiers», du *Manuel de l'ICCA*.

Informations à fournir concernant le capital

Aux termes de cette nouvelle norme, la Société est tenue de fournir des informations qualitatives et quantitatives sur le capital de la Société et sur sa façon de le gérer. Ces informations figurent à la note 14, qui a été ajoutée dans les états financiers consolidés intermédiaires au 30 juin 2008.

Instruments financiers – informations à fournir et présentation

Conformément à deux nouvelles normes, la Société est tenue de fournir davantage d'informations à l'égard de la nature et de l'ampleur des risques découlant des instruments financiers et de la façon de gérer ces risques. L'information supplémentaire figure à la note 4 des états financiers consolidés intermédiaires au 30 juin 2008, y compris une analyse quantitative du risque découlant des instruments financiers, notamment le risque de crédit, le risque d'illiquidité et le risque de marché.

Normes générales de présentation des états financiers

Le chapitre 1400 du *Manuel de l'ICCA*, «Normes générales de présentation des états financiers», décrit les exigences supplémentaires en matière d'évaluation de la capacité d'une entité de poursuivre son exploitation et à l'égard de l'information à fournir. Le 1^{er} avril 2008, la Société a adopté cette nouvelle norme, qui n'a aucune incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires au 30 juin 2008.

Papier commercial adossé à des actifs

Au 30 juin 2008, la Société détenait du PCAA d'une valeur nominale de 42,7 millions \$ et d'une juste valeur estimative de 29,9 millions \$. Aux dates auxquelles la Société a acquis le PCAA, celui-ci était coté R1 (élevé) par Dominion Bond Rating Services («DBRS»), la note de crédit la plus élevée pour le papier commercial. Le PCAA n'a pas été réglé à l'échéance, en raison des problèmes de liquidité avec lesquels le marché du PCAA était aux prises. Le PCAA n'a pas été négocié sur un marché actif depuis la mi-août 2007.

Un plan de restructuration établi par le Comité pancanadien des investisseurs dans le PCAA structuré a été approuvé par la majorité des porteurs de PCAA et par la Cour supérieure de l'Ontario. Par la suite, une ordonnance a été émise. La décision est assujettie à la décision définitive de la Cour d'appel de l'Ontario. L'ordonnance offre à la Société l'immunité à l'égard des poursuites liées au PCAA, sauf les réclamations fondées sur la fraude (au sens où l'entend l'ordonnance) formulées selon les procédures décrites dans l'ordonnance. Le plan ne permet pas aux clients de la Société qui ont reçu un paiement conformément au programme de secours de Canaccord d'intenter une poursuite pour fraude contre la Société. Aux termes du plan de restructuration, la Société recevra des billets, des billets subordonnés et des billets reflète (se reporter à la note 7 des états financiers consolidés annuels vérifiés) en échange du PCAA qu'elle détient.

La Société estime la juste valeur du PCAA qu'elle détient en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus selon une approche fondée sur des pondérations probabilistes et selon les meilleures données disponibles. Les hypothèses utilisées pour établir la juste valeur estimative reflètent les détails compris dans le document d'information publié par le comité. Une grande incertitude entoure l'estimation du montant et de l'échéance des flux de trésorerie du PCAA. La Société a comptabilisé un ajustement à la juste valeur de 12,8 millions \$ au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2008. Aucun ajustement à la juste valeur n'a été comptabilisé pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2008.

Contrôles et procédures de communication de l'information financière et contrôle interne à l'égard de l'information financière

Contrôles et procédures de communication de l'information

La direction de Canaccord, y compris le chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, a conçu des contrôles et procédures de communication de l'information afin de fournir l'assurance raisonnable que tous les renseignements pertinents sont communiqués au comité de divulgation pour que des décisions adéquates soient prises en temps opportun sur l'information à publier.

Changements dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière effectué au cours du trimestre terminé le 30 juin 2008 qui ait influé de façon notable, ou qui risque d'influer de façon notable, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de Canaccord.

Politique en matière de dividendes

Les dividendes devraient être déclarés et payés trimestriellement, mais le conseil d'administration en déterminera le montant et le moment à son entière discrétion, en fonction de la conjoncture économique générale et compte tenu de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de Canaccord, ainsi que d'autres facteurs qu'il jugera pertinents.

Déclaration de dividendes

Pour le premier trimestre de l'exercice 2009, le conseil d'administration a approuvé un dividende trimestriel de 0,125 \$ par action. Ces dividendes sont payables le 10 septembre 2008 aux actionnaires inscrits le 29 août 2008. Les dividendes sur actions ordinaires aux actionnaires ordinaires totaliseront quelque 6,6 millions \$, ou environ 40,1 % du bénéfice net du premier trimestre. Canaccord a l'intention de verser un dividende sur action ordinaire trimestriel régulier de 0,125 \$ pour chaque trimestre de l'exercice 2009.

Informations trimestrielles historiques

Les produits de Canaccord tirés d'une opération de prise ferme ne sont comptabilisés que lorsque l'opération est conclue. Par conséquent, la date de constatation des produits peut avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de Canaccord. La structure des charges des activités de Canaccord est axée sur la prestation de services et de couverture dans le contexte actuel du marché. Si l'activité générale des marchés des capitaux ralentissait considérablement, Canaccord pourrait subir des pertes.

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles pour les neuf trimestres les plus récents qui se sont terminés le 30 juin 2008. Ces informations ne sont pas vérifiées, mais elles reflètent tous les ajustements récurrents qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires à une juste présentation des résultats d'exploitation pour les périodes présentées. Les comparaisons d'un trimestre à l'autre des résultats financiers ne sont pas nécessairement utiles et ne doivent pas être considérées comme une indication du rendement futur.

(en milliers de \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2009		Exercice 2008				Exercice 2007			
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	
Produits										
Canaccord Adams	104 793 \$	77 965 \$	109 583 \$	89 071 \$	155 023 \$	130 151 \$	101 427 \$	93 033 \$	125 106 \$	
Services aux particuliers	57 853	54 463	61 166	57 415	76 083	75 876	68 831	55 626	72 286	
Non sectoriel et autres	10 062	11 018	12 605	12 383	14 764	10 416	8 055	7 372	8 735	
Total des produits	172 708 \$	143 446 \$	183 354 \$	158 869 \$	245 870 \$	216 443 \$	178 313 \$	156 031 \$	206 127 \$	
Bénéfice net	16 459	(35 154)	15 048	12 411	39 029	26 016	23 692	17 806	25 942	
RPA – de base	0,35 \$	(0,80)\$	0,34 \$	0,28 \$	0,86 \$	0,57 \$	0,51 \$	0,39 \$	0,57 \$	
RPA – dilué	0,31 \$	(0,80)\$	0,31 \$	0,26 \$	0,80 \$	0,54 \$	0,49 \$	0,37 \$	0,54 \$	

Risques

Le secteur des valeurs mobilières et les activités de Canaccord sont, de par leur nature, assujettis à de nombreux risques inhérents. La situation économique, la concurrence et les facteurs du marché, comme la volatilité des marchés canadiens et internationaux, les taux d'intérêt, le prix des marchandises, les cours du marché, les volumes d'opérations et la liquidité, auront une incidence importante sur la rentabilité de Canaccord. Un placement dans des actions ordinaires de Canaccord comporte de nombreux risques, dont certains, y compris le risque de marché, le risque d'illiquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque lié à la réglementation et le risque juridique, pourraient être importants et sont inhérents aux activités de Canaccord. Canaccord est également directement exposée au risque de prix du marché, au risque d'illiquidité et au risque de volatilité en raison de ses activités de négociation de titres de participation comme contrepartiste, et au risque de taux d'intérêt du fait de ses activités de négociation de titres à revenu fixe comme contrepartiste. Les produits tirés des Services aux particuliers sont liés aux volumes de négociation et, à ce titre, à l'importance de l'activité sur les marchés et au degré de confiance des investisseurs. Les produits de Canaccord Adams dépendent de l'activité de financement par les entités émettrices et de la volonté des clients institutionnels de négocier des opérations sur les marchés des capitaux et d'y participer activement. Il peut également exister un écart entre les fluctuations du marché, l'évolution de la conjoncture et le niveau d'activité de Canaccord sur le marché, et l'incidence que ces facteurs ont sur les résultats d'exploitation et la situation financière de Canaccord. Qui plus est, Canaccord peut ne pas réaliser ses plans de croissance liés à l'acquisition et à l'intégration d'Adams Harkness Financial Group, Inc. Le cadre de la gestion du capital mis en place par la Société est conçu pour maintenir le capital à un niveau qui : respecte les ratios cibles des filiales réglementées de la Société, fixés par leurs organismes de réglementation respectifs, permet de financer les activités actuelles et futures, permet d'assurer que la Société peut s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles viennent à échéance, et qui favorise la création de valeur pour les actionnaires. Les organismes de réglementation auxquels certains filiales de la Société sont assujetties sont énumérés à la note 14 des états financiers consolidés intermédiaires au 30 juin 2008.

Information additionnelle

Un rapport détaillé sur nos activités, nos stratégies, nos objectifs et nos risques figure dans la notice annuelle et le rapport de gestion, y compris les états financiers consolidés annuels vérifiés, qui se trouvent dans le rapport annuel de 2008 de Canaccord, et qui sont disponibles sur notre site Web, à l'adresse www.canaccord.com/investor, et sur SEDAR, à l'adresse sedar.com.

bilans consolidés intermédiaires

(non vérifié)

<i>Aux (en milliers de \$)</i>	<i>30 juin 2008</i>	<i>31 mars 2008</i>	<i>30 juin 2007</i>
ACTIF			
Exigibles			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	555 017 \$	435 649 \$	329 584 \$
Titres détenus [note 3]	117 013	92 796	225 734
Débiteurs [notes 5 et 12]	1 525 096	1 422 917	2 052 737
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	19 440	11 083	—
Impôts futurs	10 725	28 207	7 761
Total de l'actif à court terme	2 227 291	1 990 652	2 615 816
Placement [note 6]	5 000	5 000	5 000
Placement dans des titres de papier commercial adossé à des actifs [note 7]	29 860	29 860	—
Matériel et améliorations locatives	39 575	40 686	39 231
Écart d'acquisition et autres actifs incorporels [note 8]	32 167	32 520	33 580
	2 333 893 \$	2 098 718 \$	2 693 627 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Exigibles			
Dettes bancaires	— \$	15 038 \$	2 265 \$
Titres vendus à découvert [note 3]	32 227	13 757	85 222
Créditeurs et charges à payer [notes 5 et 12]	1 836 764	1 687 479	2 189 371
Impôts sur les bénéfices à payer	—	—	2 528
Dettes subordonnées [note 9]	25 000	25 000	25 000
Total du passif à court terme	1 893 991	1 741 274	2 304 386
Engagements et éventualités [note 15]			
Capitaux propres			
Capital social [note 10]	218 419	145 166	146 068
Bénéfices non répartis	232 232	222 597	247 903
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(10 749)	(10 319)	(4 730)
Total des capitaux propres	439 902	357 444	389 241
	2 333 893 \$	2 098 718 \$	2 693 627 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

états des résultats d'exploitation consolidés intermédiaires

(non vérifié)

(en milliers de \$, sauf les montants par action)	Pour les périodes de trois mois terminées les	
	30 juin 2008	30 juin 2007
PRODUITS		
Commissions	71 996 \$	85 775 \$
Financement de sociétés	76 147	128 625
Négociation à titre de contrepartiste	5 911	6 813
Intérêts	12 329	16 310
Divers	6 325	8 347
	<u>172 708</u>	<u>245 870</u>
CHARGES		
Rémunération au rendement	82 727	121 406
Charges de personnel	15 443	14 269
Frais de négociation	6 321	6 958
Locaux et matériel	5 785	5 259
Communications et technologie	6 163	5 739
Intérêts	3 959	6 168
Frais d'administration	19 277	18 271
Amortissement	2 042	1 977
Frais de développement	7 462	7 173
	<u>149 179</u>	<u>187 220</u>
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	23 529	58 650
Impôts sur les bénéfices (à recouvrer)		
Exigibles	(11 550)	17 075
Futurs	18 620	2 546
	<u>7 070</u>	<u>19 621</u>
Bénéfice net de la période	<u>16 459 \$</u>	<u>39 029 \$</u>
Résultat de base par action [note 10 iv]]	0,35 \$	0,86 \$
Résultat dilué par action [note 10 iv]]	0,31 \$	0,80 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

états de la variation des capitaux propres consolidés intermédiaires

(non vérifié)

Aux 30 juin 2008 et 2007 et pour les périodes terminées à ces dates ainsi qu'au 31 mars 2008 pour l'exercice terminé à cette date (en milliers de \$)	30 juin 2008	31 mars 2008	30 juin 2007
Actions ordinaires au début de la période	111 142 \$	147 900 \$	147 900 \$
Actions émises	67 952	495	426
Actions autodétenues	(221)	—	—
Actions annulées	—	(127)	—
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme [note 11]	(790)	(27 247)	(8 544)
Libération d'actions ordinaires dont les droits sont acquis, achetées par la fiducie pour les avantages sociaux des employés [note 11]	3 125	—	—
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	(1 416)	(9 879)	(6 596)
Actions ordinaires à la fin de la période	179 792	111 142	133 186
Surplus d'apport au début de la période	34 024	8 396	8 396
Excédent au rachat d'actions ordinaires	(170)	(369)	—
Insuffisance sur la distribution des actions ordinaires achetées	—	(29)	—
Rémunération à base d'actions [note 11]	2 790	20 776	3 139
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	1 983	5 250	1 347
Surplus d'apport à la fin de la période	38 627	34 024	12 882
Capital social	218 419	145 166	146 068
Bénéfices non répartis au début de la période	222 597	213 659	213 659
Bénéfice net de la période	16 459	31 334	39 029
Dividendes en espèces	(6 824)	(22 396)	(4 785)
Bénéfices non répartis à la fin de la période	232 232	222 597	247 903
Cumul des autres éléments du résultat étendu au début de la période	(10 319)	2 236	2 236
Autres éléments du résultat étendu	(430)	(12 555)	(6 966)
Cumul des autres éléments du résultat étendu à la fin de la période	(10 749)	(10 319)	(4 730)
Capitaux propres	439 902 \$	357 444 \$	389 241 \$

états du résultat étendu consolidés intermédiaires

(non vérifié)

(en milliers de \$)	Pour les périodes de trois mois terminées les	
	30 juin 2008	30 juin 2007
Bénéfice net de la période	16 459 \$	39 029 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts et taxes		
Variation nette des pertes latentes à la conversion des comptes des établissements étrangers autonomes	(430)	(6 966)
Résultat étendu de la période	16 029 \$	32 063 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

états des flux de trésorerie consolidés intermédiaires

(non vérifié)

(en milliers de \$)	Pour les périodes de trois mois terminées les	
	30 juin 2008	30 juin 2007
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Bénéfice net de la période	16 459 \$	39 029 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement	2 042	1 977
Charge de rémunération à base d'actions	6 308	3 178
Actifs d'impôts futurs	18 620	2 546
Variations des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Diminution (augmentation) des titres détenus	(24 215)	122 274
Augmentation des débiteurs	(102 446)	(415 611)
Augmentation de l'impôt sur les bénéfices à payer	(8 798)	—
Augmentation des titres vendus à découvert	18 451	44 049
Augmentation des créditeurs et charges à payer	143 820	68 569
Diminution des impôts sur les bénéfices à payer	—	(10 634)
Flux de trésorerie d'exploitation	70 241	(144 623)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Émission d'actions au comptant, déduction faite des frais d'émission	66 462	350
Acquisition d'actions autodétenues	(391)	—
Diminution (augmentation) des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	567	(5 249)
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme	(790)	(8 544)
Dividendes versés	—	(4 786)
Flux de trésorerie de financement	65 848	(18 229)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Achat de matériel et améliorations locatives	(670)	(4 187)
Acquisition de placement	—	(5 000)
Flux de trésorerie d'investissement	(670)	(9 187)
Incidence du change sur les soldes de trésorerie	(1 013)	(7 282)
Augmentation (diminution) de la situation de trésorerie	134 406	(179 321)
Situation de trésorerie au début de la période	420 611	506 640
Situation de trésorerie à la fin de la période	555 017 \$	327 319 \$
La situation de trésorerie comprend les éléments suivants :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	555 017	329 584
Emprunts remboursables à vue	—	(2 265)
	555 017 \$	327 319 \$
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie		
Intérêts payés	3 923 \$	6 160 \$
Impôts sur les bénéfices payés	553	28 814

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non vérifié)

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2008 (en milliers de \$, sauf les montants par action)

Par l'entremise de ses principales filiales, Canaccord Capital Inc. (la «Société»), courtier en valeurs mobilières de plein exercice indépendant et de premier plan au Canada, mène des activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et aux États-Unis. La Société exerce ses activités dans les deux principaux secteurs de l'industrie des valeurs mobilières : les Marchés des capitaux et les Services aux particuliers. Ensemble, ces activités offrent une vaste gamme de produits de placement complémentaires, de services de courtage et de services de financement de sociétés à sa clientèle composée de particuliers, d'institutions et de sociétés.

Les activités de la Société sont cycliques, et les produits et le bénéfice connaissent de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Nos activités sont touchées par la situation générale sur les marchés des actions nord-américains et européens, y compris les variations saisonnières.

I. Principales conventions comptables

Mode de présentation et périmètre de consolidation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés par la Société selon les principes comptables généralement reconnus («PCGR») se rapportant aux états financiers intermédiaires, appliqués de manière uniforme. Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés sont fondés sur les mêmes conventions comptables et méthodes d'application que celles énoncées à la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels vérifiés de la Société au 31 mars 2008 et pour l'exercice terminé à cette date (les «états financiers consolidés annuels vérifiés»), à l'exception des modifications de conventions comptables qui figurent à la note 2. Par conséquent, ils ne comprennent pas tous les renseignements et toutes les notes exigés aux fins de la conformité aux PCGR du Canada pour les états financiers annuels. Les présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les notes y afférentes doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels vérifiés.

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et des notes y afférentes exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants constatés. De l'avis de la direction, les présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés reflètent tous les rajustements nécessaires pour présenter de manière fidèle les résultats des périodes présentées. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations, et les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires présentées ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats auxquels on pourrait s'attendre pour l'exercice entier.

Consolidation des entités à détenteurs de droits variables

La Société consolide les entités à détenteurs de droits variables («EDDV») conformément aux directives de la note d'orientation concernant la comptabilité 15 («NOC-15»), *Consolidation des entités à détenteurs de droits variables* de l'Institut Canadien des Comptables Agréés («ICCA»). La NOC-15 définit une EDDV comme une entité dont les investissements en instruments de capitaux propres à risque ne sont pas suffisants pour lui permettre de financer ses activités sans un soutien financier subordonné additionnel ou dont les détenteurs des investissements en instruments de capitaux propres à risque ne réunissent pas les caractéristiques d'une participation financière conférant le contrôle. L'entreprise qui consolide une EDDV est appelée le principal bénéficiaire de cette dernière. Une entreprise doit consolider une EDDV lorsqu'elle détient un droit variable qui l'amènera à assumer la majorité des pertes prévues de l'entité ou à recevoir la majorité des rendements résiduels prévus de l'entité.

La Société a constitué un fonds de fiducie pour les avantages sociaux des employés [voir la note 11] afin de remplir ses obligations envers ses employés, qui découlent du régime d'intéressement à long terme. Le fonds de fiducie pour les avantages sociaux des employés a été consolidé conformément à la NOC-15, puisqu'il satisfait à la définition d'une EDDV et que la Société est le principal bénéficiaire du fonds de fiducie.

Prises de position comptables récentes

Écart d'acquisition et actifs incorporels

L'ICCA a publié une nouvelle norme comptable dans le chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA*, «Écarts d'acquisition et actifs incorporels», qui précise les critères pour la comptabilisation des dépenses à titre d'actifs incorporels et donne des directives supplémentaires à l'égard de la comptabilisation et de l'évaluation de la survaleur et des actifs incorporels générés en interne. La Société appliquera cette nouvelle norme à partir du 1^{er} avril 2009. Elle évalue actuellement l'incidence que cette nouvelle norme aura sur les états financiers consolidés.

Normes internationales d'information financière («IFRS»)

Le Conseil des normes comptables du Canada a maintenant confirmé que l'utilisation des IFRS serait exigée à compter de 2011 pour les entreprises à but lucratif ayant une obligation publique de rendre des comptes. Les IFRS remplaceront les PCGR du Canada actuels suivis par la Société. La Société sera tenue de commencer à présenter ses informations financières selon les IFRS pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012 et devra fournir les informations selon les IFRS pour les périodes correspondantes présentées. La Société évalue présentement quelle sera l'incidence de l'adoption des IFRS.

2. Modification de conventions comptables

Le 1^{er} avril 2008, la Société a adopté les recommandations du chapitre 1535, «Informations à fournir concernant le capital», du chapitre 3862, «Instruments financiers – informations à fournir», du chapitre 3863, «Instruments financiers – présentation» et du chapitre 1400, «Normes générales de présentation des états financiers» du *Manuel de l'ICCA*.

Informations à fournir concernant le capital

La Société a adopté les recommandations du chapitre 1535 du *Manuel de l'ICCA*, «Informations à fournir concernant le capital», qui établit des normes à l'égard des informations qualitatives et quantitatives à fournir sur le capital d'une entité et sur sa façon de le gérer. Ces informations figurent à la note 14.

Instruments financiers – comptabilisation et évaluation

La Société a adopté deux nouvelles normes comptables sur les informations à fournir à l'égard des instruments financiers et de leur présentation, le chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA*, «Instruments financiers – informations à fournir», et le chapitre 3863 du *Manuel de l'ICCA*, «Instruments financiers – présentation». Ces nouvelles normes insistent davantage sur les informations à fournir à l'égard de la nature et de l'ampleur des risques découlant des instruments financiers et de la façon de gérer ces risques. Se reporter à la note 4 pour obtenir des renseignements supplémentaires.

Normes générales de présentation des états financiers

La Société a adopté les recommandations du chapitre 1400 du *Manuel de l'ICCA*, «Normes générales de présentation des états financiers», qui décrivent les exigences supplémentaires en matière d'évaluation de la capacité d'une entité de poursuivre son exploitation et à l'égard de l'information à fournir. La Société a adopté cette nouvelle norme, qui n'aura aucune incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires.

3. Titres détenus et titres vendus à découvert

	30 juin 2008		31 mars 2008		30 juin 2007	
	Titres détenus	Titres vendus à découvert	Titres détenus	Titres vendus à découvert	Titres détenus	Titres vendus à découvert
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	23 741 \$	18 056 \$	34 433 \$	5 106 \$	49 965 \$	28 287 \$
Actions et débetures convertibles	93 272	14 171	58 363	8 651	175 769	56 935
	117 013 \$	32 227 \$	92 796 \$	13 757 \$	225 734 \$	85 222 \$

Au 30 juin 2008, les titres de créance de sociétés et de gouvernements arrivaient à échéance de 2008 à 2053 (de 2008 à 2053 au 31 mars 2008 et de 2007 à 2040 au 30 juin 2007) et portaient intérêt à des taux allant de 3,10 % à 11,60 % (de 2,85 % à 11,60 % au 31 mars 2008, et de 3,125 % à 11,50 % au 30 juin 2007).

4. Instruments financiers

La Société classe les instruments financiers dans l'une des catégories suivantes selon le chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation» : détenus à des fins de transaction, détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances, disponibles à la vente et autres passifs financiers.

Les actifs et passifs financiers classés comme détenus à des fins de transaction sont évalués à la juste valeur, les gains et pertes latents étant constatés dans le bénéfice net. Le chapitre 3855 autorise une entité à désigner tout instrument financier comme détenu à des fins de transaction au moment de la comptabilisation initiale ou de l'adoption de cette norme, même si cet instrument ne répond pas autrement à la définition d'instrument détenu à des fins de transaction, comme le précise le chapitre 3855, et ce, si la juste valeur de l'instrument financier peut être établie de façon fiable. Les instruments financiers de la Société classés comme détenus à des fins de transaction comprennent la trésorerie, les titres de papier commercial, les acceptations bancaires, les titres négociables détenus et vendus à découvert, les contrats à terme et les bons de souscription de courtiers.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur, les gains et pertes latents étant constatés dans les autres éléments du résultat étendu. Le placement de la Société [note 6] a été classé comme disponible à la vente. Le placement a été comptabilisé au coût, puisque le cours du marché n'est pas disponible dans un marché actif.

Les actifs et passifs financiers classés comme prêts et créances et détenus jusqu'à leur échéance, et les autres passifs financiers sont évalués au coût après amortissement. La Société classe les débiteurs comme des prêts et créances, et les créditeurs et charges à payer et la dette subordonnée, comme des passifs financiers. La valeur comptable des prêts et créances et des autres passifs financiers se rapproche de leur juste valeur.

Les instruments financiers de la Société sont comptabilisés à la date de transaction. Les coûts de transaction relatifs aux instruments financiers de la Société sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte associé à l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Le risque de crédit est lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux montants nets à recevoir des clients et des courtiers en valeurs

mobilières et aux autres débiteurs. L'exposition maximale de la Société au risque de crédit, compte non tenu de toute garantie détenue ou de tout rehaussement de crédit, correspond à la valeur comptable des instruments financiers présentée dans les états financiers consolidés intermédiaires au 30 juin 2008.

Le risque de crédit découle surtout des activités de négociation pour les particuliers et des comptes sur marge des particuliers. Afin de réduire au minimum son exposition, la Société applique certaines normes quant à la solvabilité et certaines limites quant aux opérations, et elle exige le règlement au comptant des opérations sur titres ou le règlement à la livraison. Les opérations sur marge sont garanties par les titres dans les comptes de clients conformément aux limites établies par les organismes de réglementation pertinents et sont soumises aux procédés d'examen du crédit et de contrôle quotidien de la Société. La direction surveille la recouvrabilité des débiteurs et évalue le montant de la provision pour créances douteuses. La politique de la Société exige qu'elle établisse une provision à l'égard de tous les comptes non garantis et de tous les comptes avec insuffisance de marge.

La Société est aussi exposée au risque que les contreparties aux opérations ne remplissent pas leurs obligations. Les contreparties comprennent surtout des courtiers en valeurs mobilières, des agences de compensation, des banques et d'autres institutions financières. La Société gère ce risque en imposant à chaque contrepartie des limites de position individuelle et de position collective, en surveillant le respect de ces limites, en effectuant des examens de crédit réguliers afin d'évaluer la solvabilité, en examinant la concentration des titres et des emprunts, en détenant et en évaluant à la valeur du marché la garantie de certaines opérations et en agissant par l'entremise d'organismes de compensation offrant des garanties d'exécution.

Aux 30 juin 2008 et 2007, la concentration la plus importante de la Société par type de contrepartie était auprès d'institutions financières et de clients institutionnels. La direction est d'avis que cette concentration se fait dans le cours normal des affaires et elle ne prévoit aucune perte pour non-exécution.

La Société détient des instruments de créance qui peuvent être exposés au risque de crédit si la contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations. La Société gère le risque lié aux instruments de créance en surveillant les notations de crédit des contreparties.

Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité est le risque que la Société ne puisse satisfaire à la demande de liquidités ou s'acquitter de ses obligations à mesure qu'elles viennent à échéance. La direction de la Société est responsable de passer en revue les sources de liquidité afin de s'assurer que les fonds sont rapidement disponibles pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles viennent à échéance, et de s'assurer qu'elle dispose de fonds suffisants pour soutenir ses stratégies commerciales et la croissance de ses activités. En raison de ses activités, la Société est tenue de détenir des capitaux aux fins de l'exploitation et de la réglementation. Les actifs à court terme figurant au bilan de la Société sont très liquides. La plupart des positions dans des titres détenus sont facilement négociables et sont comptabilisées à leur valeur marchande. Les débiteurs sont garantis par les titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et des agents et à payer à ceux-ci ont trait à : des opérations ouvertes à court terme, qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de trois jours, des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre d'opérations qui peuvent être conclues sur demande en quelques jours, et des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés aux comptes clients. Des renseignements supplémentaires sur les objectifs de la direction en matière de structure du capital et de gestion du capital figurent à la note 14.

Le tableau ci-après présente les échéances contractuelles des passifs financiers détenus par la Société au 30 juin 2008.

<i>Passif financier</i>	<i>Valeur comptable</i>	<i>Échéance contractuelle</i>
Créditeurs et charges à payer	1 836 764 \$	Moins d'un an
Dette subordonnée	25 000	Remboursable à vue*

* Sous réserve de l'approbation de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur des instruments financiers fluctue en raison des variations des cours du marché. La Société répartit le risque de marché entre trois catégories : le risque lié à la juste valeur, le risque de taux d'intérêt et le risque de change.

Risque lié à la juste valeur

La Société est exposée au risque lié à la juste valeur du fait de ses activités de négociation de titres de participation et de titres à revenu fixe. Les titres détenus à des fins de transaction sont évalués aux cours du marché et les variations de la valeur marchande influent sur les résultats au fur et à mesure qu'elles surviennent. Le risque lié à la juste valeur de marché découle également de la possibilité que les fluctuations des prix du marché influent sur la valeur des titres que la Société détient à titre de garanties des comptes sur marge de particuliers. La Société réduit son exposition au risque lié à la juste valeur au moyen de contrôles visant à limiter les niveaux de concentration et l'utilisation de capitaux dans ses comptes de négociation, ainsi que des procédés de contrôle des comptes sur marge.

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2008, la Société a comptabilisé un ajustement à la juste valeur de son placement dans les titres de papier commercial adossé à des actifs («PCAA») en raison des incertitudes entourant le marché des PCAA et du manque de liquidités sur ce marché. Pour plus de précisions, se reporter à la note 7 afférente aux états financiers consolidés annuels vérifiés.

Le tableau ci-après présente l'effet des variations de la juste valeur des instruments financiers sur le bénéfice net. Toutes les autres valeurs de l'analyse sont constantes.

<i>Instruments financiers</i>	<i>Valeur comptable</i>	<i>Effet d'une augmentation de 5 % de la juste valeur sur les autres éléments du résultat étendu</i>	<i>Effet d'une diminution de 5 % de la juste valeur sur le bénéfice net</i>
Titres détenus, déduction faite des titres vendus à découvert	84 786 \$	1 164 \$	(1 164)\$
PCAA	29 860	1 045	(1 045)
Placement ¹	5 000	s.o.	(137)

1) Le placement est classé comme disponible à la vente et est comptabilisé au coût, puisque le cours du marché n'est pas disponible, de sorte que les variations temporaires du cours du marché du placement n'ont pas d'incidence sur les autres éléments du résultat étendu. Toute diminution autre que temporaire de la valeur du placement est constatée au bénéfice net. Le tableau présente l'incidence qu'une réduction de 5 % de la valeur du placement aurait sur le bénéfice net.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt découle de la possibilité que des variations de taux d'intérêt influent sur la juste valeur ou sur les flux de trésorerie futurs des instruments financiers détenus par la Société. La Société est exposée au risque de taux d'intérêt associé à ses propres soldes de trésorerie et équivalents de trésorerie, aux créditeurs résiduels, montant net, aux soldes de trésorerie des clients ainsi qu'à la dette subordonnée. La Société réduit au minimum et surveille son exposition au risque de taux d'intérêt au moyen d'une analyse quantitative de ses positions nettes dans des titres à revenu fixe, des soldes de trésorerie de clients, de ses activités de prêt et d'emprunt de titres et des emprunts à court terme. La Société ne couvre pas son exposition au risque de taux d'intérêt parce qu'elle est minime.

L'échéance de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est inférieure à trois mois. Les débiteurs (créditeurs), montant net, donnent lieu à une charge (un produit) d'intérêt calculé à un taux variable. La dette subordonnée porte intérêt au taux préférentiel majoré de 2 %, payable mensuellement.

Le tableau suivant présente l'incidence qu'une augmentation ou une diminution de 100 points de base des taux d'intérêt sur les soldes au 30 juin 2008 aurait sur le bénéfice net pour la période de trois mois terminée à cette date. Les fluctuations de taux d'intérêt n'ont pas d'incidence sur les autres éléments du résultat étendu. Toutes les autres valeurs de l'analyse de sensibilité sont constantes.

	<i>Valeur comptable</i>	<i>Effet d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le bénéfice net</i>	<i>Effet d'une diminution de 100 points de base des taux d'intérêt sur le bénéfice net</i>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	555 017 \$	762 \$	(762)\$
Créditeurs, montant net	386 657	(531)	531
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	375 120	514	514
Montant à payer aux courtiers en valeurs mobilières, montant net	86 541	(185)	185
Dette subordonnée	25 000	(34)	34

Risque de change

Le risque de change découle de la possibilité que toute fluctuation du cours des monnaies étrangères entraîne des pertes. Le principal risque de change auquel la Société est exposée découle de son placement dans ses filiales des États-Unis et du Royaume-Uni. Ces filiales sont considérées comme autonomes et, par conséquent, leurs comptes sont convertis selon la méthode du cours de clôture. Toute fluctuation du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la livre sterling entraînera une variation des gains latents (pertes latentes) à la conversion des comptes des établissements étrangers autonomes, constatée aux autres éléments du résultat étendu.

Les filiales canadiennes détenaient également des instruments financiers en monnaies étrangères et, par conséquent, toute fluctuation des taux d'intérêt aura une incidence sur les gains et les pertes de change réalisés.

Le tableau ci-dessous présente l'incidence qu'une variation de 5 % de la valeur des monnaies étrangères aurait sur le bénéfice net et sur les autres éléments du résultat étendu, dans la mesure où l'exposition à ces monnaies étrangères est importante. Toutes les autres valeurs de l'analyse sont constantes.

<i>Monnaie</i>	<i>Effet d'une augmentation de 5 % de la juste valeur sur le bénéfice net</i>	<i>Effet d'une diminution de 5 % de la juste valeur sur le bénéfice net</i>	<i>Effet d'une augmentation de 5 % de la juste valeur sur le bénéfice net</i>	<i>Effet d'une diminution de 5 % de la juste valeur sur le bénéfice net</i>
Dollar américain	(1 582)\$	1 582 \$	129 \$	(129)\$
Livre sterling	(26)	26	8 639	(8 639)

La Société a essentiellement recours à des instruments financiers dérivés pour gérer le risque de change lié aux règlements en instance de titres en monnaie étrangère. La juste valeur de ces contrats est minime en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance. Les gains et les pertes réalisés et latents qui ont trait à ces contrats sont constatés dans le bénéfice net au cours de l'exercice.

Les contrats à terme en cours au 30 juin 2008 étaient les suivants :

	Notionnel (en millions de \$ US)	Cours moyen (\$ CA / \$ US)	Échéance (en millions de \$ US)	Juste valeur
Pour vendre des dollars américains	18,00 \$	1,02 \$	2 juillet 2008	0,1 \$
Pour acheter des dollars américains	13,25 \$	1,02 \$	2 juillet 2008	(0,1) \$

Les contrats à terme en cours au 31 mars 2008 étaient les suivants :

	Notionnel (en millions de \$ US)	Cours moyen (\$ CA / \$ US)	Échéance (en millions de \$ US)	Juste valeur
Pour vendre des dollars américains	6,00 \$	1,03 \$	1 avril 2008	0,1 \$
Pour acheter des dollars américains	3,50 \$	1,03 \$	2 avril 2008	(0,1) \$

Les contrats à terme en cours au 30 juin 2007 étaient les suivants :

	Notionnel (en millions de \$ US)	Cours moyen (\$ CA / \$ US)	Échéance (en millions de \$ US)	Juste valeur
Pour vendre des dollars américains	37,25 \$	1,06 \$	3 juillet 2007	0,1 \$
Pour acheter des dollars américains	32,00 \$	1,06 \$	3 juillet 2007	(0,1) \$

Prêt et emprunt de titres

La Société exerce des activités de prêt et d'emprunt de titres principalement pour faciliter le processus de règlement des titres. Ces arrangements sont généralement à court terme, des intérêts étant reçus sur les espèces livrées et des intérêts étant versés sur les espèces reçues. Ces opérations sont entièrement garanties et sont assujetties quotidiennement à des appels de marge pour combler toute insuffisance entre la valeur marchande du titre donné et la somme reçue en garantie. Ces opérations sont garanties par nantissement d'espèces ou par des titres, y compris des bons du Trésor et des obligations gouvernementales, et sont constatées dans les débiteurs et les créditeurs. La Société gère son risque de crédit en établissant des limites globales par client pour ces opérations et en surveillant le respect de ces limites. L'intérêt gagné sur les garanties par nantissement d'espèces est fondé sur un taux variable. Au 30 juin 2008, les taux variables sur les actions et les obligations étaient respectivement de 1,19 % et 2,82 % (respectivement de 1,32 % et 2,95 % au 31 mars 2008, et respectivement de 3,03 % et 4,07 % au 30 juin 2007).

	Espèces		Titres	
	prêtées ou livrées en garantie	empruntées ou reçues en garantie	prêtées ou livrées en garantie	empruntées ou reçues en garantie
30 juin 2008	152 623 \$	52 161 \$	8 611 \$	161 210 \$
31 mars 2008	188 654	84 257	13 541	279 550
30 juin 2007	334 906	78 235	23 370	431 524

Lignes de crédit

La Société dispose également de facilités de crédit auprès de banques au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni pour un total de 492,5 millions \$. Une filiale de la Société a également obtenu des lettres de crédit de soutien irrévocables d'une institution financière d'un total de 2,3 millions \$ (2,3 millions \$ US) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à Boston, New York et San Francisco. Au 30 juin 2008, aucun solde n'était impayé en vertu de ces lettres de crédit de soutien.

Dans le cadre du programme de secours de Canaccord, la Société a obtenu deux lettres de crédit en avril 2008 afin de faciliter le financement du programme de secours. Sous réserve de certaines modalités, des prélèvements seront effectués sur les lettres de crédit à la conclusion fructueuse du programme de secours de Canaccord.

5. Débiteurs et créditeurs et charges à payer

Débiteurs

	30 juin 2008	31 mars 2008	30 juin 2007
Courtiers en valeurs mobilières	409 812 \$	425 038 \$	901 200 \$
Clients	681 108	555 935	718 810
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	375 120	400 603	362 067
Divers	59 056	41 341	70 660
	1 525 096 \$	1 422 917 \$	2 052 737 \$

Créditeurs et charges à payer

	30 juin 2008	31 mars 2008	30 juin 2007
Courtiers en valeurs mobilières	496 353 \$	407 193 \$	569 733 \$
Clients	1 067 765	1 037 860	1 369 152
Divers	272 646	242 426	250 486
	1 836 764 \$	1 687 479 \$	2 189 371 \$

Les crédateurs comprennent une somme de 375,1 millions \$ (400,6 millions \$ au 31 mars 2008 et 362,1 millions \$ au 30 juin 2007) due à des clients pour des soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie.

Les achats de titres des clients se font au comptant ou sur marge. Dans le cas des titres achetés sur marge, la Société accorde un prêt au client pour l'achat de titres, en prenant en garantie les titres achetés ou d'autres titres dans le compte du client. Le montant des prêts à un client est limité par les règlements sur les marges de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières et d'autres organismes de réglementation, et est soumis aux procédés d'examen de crédit et de contrôle quotidien de la Société.

Les sommes à recevoir des clients ou à verser à ces derniers sont exigibles à la date de règlement de l'opération de négociation. Les prêts sur marge sont remboursables à vue et sont garantis par les actifs dans les comptes des clients. L'intérêt sur les prêts sur marge et sur les sommes dues aux clients est fondé sur un taux variable (respectivement de 6,75 % à 7,00 % et de 0,25 % à 1,75 % au 30 juin 2008, respectivement de 7,25 % à 8,00 % et de 0,25 % à 2,25 % au 31 mars 2008, et respectivement de 8,00 % à 10,25 % et de 2,25 % à 3,00 % au 30 juin 2007).

6. Placement

	<i>30 juin 2008</i>	<i>31 mars 2008</i>	<i>30 juin 2007</i>
Disponible à la vente	5 000 \$	5 000 \$	5 000 \$

La Société a investi 5 millions \$ dans une société en commandite dans le cadre de son initiative visant la mise sur pied d'un système de négociation parallèle. Le placement est comptabilisé au coût puisque le cours du marché n'est pas disponible dans un marché actif.

7. Placement dans des titres de papier commercial adossé à des actifs

	<i>30 juin 2008</i>	<i>31 mars 2008</i>	<i>30 juin 2007</i>
Placement dans des titres de papier commercial adossé à des actifs («PCAA»)	29 860 \$	29 860 \$	— \$

Au 30 juin 2008, la Société détenait du PCAA d'une valeur nominale de 42,7 millions \$ et d'une juste valeur estimative de 29,9 millions \$. Le PCAA n'a pas été réglé à l'échéance, en raison des problèmes de liquidité avec lesquels le marché du PCAA était aux prises. Le PCAA n'a pas été négocié sur le marché actif depuis la mi-août 2007.

Le 20 mars 2008, le Comité pancanadien des investisseurs dans le PCAA structuré émis par des tiers (le «comité») a publié un document d'information présentant les détails du plan de restructuration (le «plan») du comité, qui a obtenu l'approbation de la majorité des porteurs de PCAA.

Le 5 juin 2008, le plan a été approuvé par la Cour supérieure de l'Ontario et une ordonnance a été émise. Ces décisions sont assujetties à la décision définitive de la Cour d'appel de l'Ontario. L'ordonnance offre à la Société l'immunité à l'égard des poursuites liées au PCAA, sauf les réclamations fondées sur la fraude (au sens où l'entend l'ordonnance) formulées selon les procédures décrites dans l'ordonnance. Le plan ne permet pas aux clients de la Société qui ont reçu un paiement conformément au programme de secours de Canaccord d'intenter une poursuite pour fraude contre la Société.

Selon l'information contenue dans le document d'information et d'autres renseignements de nature publique, la Société estime qu'elle recevra :

- 32,9 millions \$ de billets MAV2 de premier rang de catégorie A-1 et de catégorie A-2 et de billets subordonnés de catégorie B et de catégorie C
 - 17,6 millions \$ de billets de catégorie A-1
 - 12,2 millions \$ de billets de catégorie A-2
 - 2,1 millions \$ de billets de catégorie B
 - 1 million \$ de billets de catégorie C

Les billets de catégorie A-1, de catégorie A-2 et de catégorie B porteront intérêt au taux des acceptations bancaires moins 0,50 %. Les billets de catégorie C porteront intérêt au taux de 20 %. Ces billets viendront à échéance dans environ neuf ans. Les billets de premier rang devraient obtenir la note «AA» de Dominion Bond Rating Services et les billets subordonnés ne seront probablement pas notés.

- 8,7 millions \$ de billets MAV3 en actifs traditionnels («TA») et de billets reflète en actifs non admissibles («IA»)

Les billets TA et les billets reflète IA porteront intérêt à un taux équivalent au taux de rendement net produit par les actifs reflète particuliers connexes. L'échéance de ces billets s'échelonnent de 13 ans à 29 ans. Ces billets ne seront probablement pas notés.
- 1,1 million \$ de billets reflète MAV2 IA

Les billets reflète IA porteront intérêt à un taux équivalent au taux de rendement net produit par les actifs reflète particuliers connexes. L'échéance de ces billets s'échelonnent de 5 ans à 31 ans. Les billets reflète IA ne seront pas notés.

Une grande incertitude entoure l'estimation du montant et de l'échéance des flux de trésorerie des PCAA. La Société estime la juste valeur du PCAA qu'elle détient en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus selon une approche fondée sur des pondérations probabilistiques et selon les meilleures données disponibles. Les hypothèses utilisées pour établir la juste valeur estimative reflètent les détails compris dans le document d'information publié par le comité.

Les hypothèses utilisées dans le cadre du modèle d'évaluation comprennent :

Taux d'intérêt moyen pondéré	2,48 %
Taux d'actualisation moyen pondéré	7,36 %
Échéance des billets	de 9 ans à 20 ans
Pertes de crédit	Billets notés – néant à 5 % Billets non notés – de 15 % à 55 %

Dans l'éventualité où ces hypothèses changeaient, la juste valeur du PCAA fluctuerait considérablement. En fonction de ces hypothèses, la Société a comptabilisé un ajustement à la juste valeur de 12,8 millions \$ pour l'exercice terminé le 31 mars 2008. Aucun ajustement à la juste valeur n'a été comptabilisé pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2008.

8. Écart d'acquisition et autres actifs incorporels

	30 juin 2008	31 mars 2008	30 juin 2007
Écart d'acquisition	30 070 \$	30 070 \$	30 070 \$
Autres actifs incorporels			
Solde au début de la période	2 450	3 863	3 863
Amortissement	353	1 413	353
Solde à la fin de la période	2 097	2 450	3 510
	32 167 \$	32 520 \$	33 580 \$

Les autres actifs incorporels correspondent aux valeurs attribuées à l'égard des marques, des relations clients et de la technologie acquises et sont amortis selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile estimative de quatre ans. L'écart d'acquisition et les autres actifs incorporels sont liés au secteur d'exploitation Canaccord Adams.

9. Dette subordonnée

	30 juin 2008	31 mars 2008	30 juin 2007
Emprunt, intérêt payable mensuellement au taux préférentiel majoré de 2 % par année, remboursable à vue	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$

L'emprunt est assujéti à un contrat de subordination et peut être remboursé uniquement avec l'autorisation préalable de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières.

10. Capital social

	30 juin 2008	31 mars 2008	30 juin 2007
Capital social			
Actions ordinaires	241 751 \$	173 799 \$	173 857 \$
Actions ordinaires détenues en trésorerie	(221)	–	–
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	(36 826)	(35 410)	(32 127)
Acquisition d'actions ordinaires pour le régime d'intéressement à long terme [note 11]	(24 912)	(27 247)	(8 544)
Surplus d'apport	38 627	34 024	12 882
	218 419 \$	145 166 \$	146 068 \$

Le capital social de Canaccord Capital Inc. se compose de ce qui suit :

i] Autorisé

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale

Nombre illimité d'actions privilégiées sans valeur nominale

ii] Émis et entièrement libéré

Actions ordinaires

	<i>Nombre d'actions</i>	<i>Montant</i>
Solde au 30 juin 2007	47 864 234	173 857 \$
Actions émises dans le cadre du régime de rémunération à base d'actions [note 11]	5 944	69
Actions annulées	(35 127)	(127)
Solde au 31 mars 2008	47 835 051	173 799
Actions émises dans le cadre du financement par actions	6 733 250	67 454
Actions émises dans le cadre du régime de rémunération à base d'actions [note 11]	22 282	498
Solde au 30 juin 2008	54 590 583	241 751 \$

Le 2 mai 2008, la Société a conclu un financement entièrement souscrit de 5 855 000 actions ordinaires à un prix de 10,25 \$ par action pour un produit brut total de 60,0 millions \$. Le 22 mai 2008, les preneurs fermes ont exercé une option pour attribution excédentaire relative au financement en vue de l'achat d'un nombre additionnel de 878 250 actions ordinaires à un prix de 10,25 \$ l'action pour un produit brut de 9,0 millions \$. Les frais d'émission d'actions, déduction faite des impôts et des taxes, ont totalisé 1,6 million \$.

La Société a renouvelé son offre publique de rachat («OPR») dans le cours normal des affaires le 24 décembre 2007 et a le droit d'acquérir, à compter du 31 décembre 2007 jusqu'au 30 décembre 2008, jusqu'à 2 391 753 de ses actions, qui représentaient 5 % de ses actions en circulation au 21 décembre 2007. En juin 2008, 50 000 actions ont été acquises dans le cadre de l'OPR dans le cours normal des affaires et ont été annulées par la suite en juillet 2008. Par ailleurs, le fonds de fiducie pour les avantages sociaux des employés a acquis 468 529 actions pour le régime d'intéressement à long terme [note 11] du 21 décembre 2007 au 30 juin 2008, ce qui a réduit le nombre d'actions admissibles à l'OPR dans le cours normal des affaires. Au 30 juin 2008, le nombre d'actions pouvant être achetées en vertu de l'OPR dans le cours normal des affaires était de 1 873 224 actions.

iii] Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires

La Société offre aux employés des prêts-subsventions destinés à l'achat d'actions ordinaires. Le solde des droits non acquis des prêts-subsventions est présenté en réduction du capital social. Les prêts-subsventions sont amortis sur la période d'acquisition des droits pouvant atteindre jusqu'à cinq ans. La différence entre les valeurs non acquises et non amorties est incluse dans le surplus d'apport.

iv] Résultat par action

	<i>Pour les périodes de trois mois terminées les</i>	
	<i>30 juin 2008</i>	<i>30 juin 2007</i>
Résultat de base par action		
Bénéfice net de la période	<u>16 459 \$</u>	<u>39 029 \$</u>
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	47 518 618	45 170 532
Résultat de base par action	<u>0,35 \$</u>	<u>0,86 \$</u>
Résultat dilué par action		
Bénéfice net de la période	<u>16 459 \$</u>	<u>39 029 \$</u>
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	47 518 618	45 170 532
Effet dilutif des actions dont les droits ne sont pas acquis (nombre)	2 895 551	2 279 281
Effet dilutif des options attribuées à des administrateurs (nombre) [note 11]	—	125 000
Effet dilutif de l'engagement à l'égard de l'émission d'actions dans le cadre du programme de maintien en poste (nombre) [note 11]	552 631	326 576
Effet dilutif des actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par le fonds de fiducie pour les avantages sociaux des employés (nombre) [note 11]	1 594 664	401 239
Effet dilutif de l'engagement à l'égard de l'émission d'actions dans le cadre du RILT (nombre) [note 11]	158 993	556 517
Nombre moyen pondéré rajusté d'actions ordinaires	<u>52 720 457</u>	<u>48 859 145</u>
Résultat dilué par action	<u>0,31 \$</u>	<u>0,80 \$</u>

II. Rémunération à base d'actions

Programmes de maintien en poste

Comme il est indiqué dans les états financiers consolidés annuels vérifiés, la Société a établi deux programmes de maintien en poste dans le cadre des acquisitions d'Enermarket Solutions Ltd. («Enermarket») et d'Adams Harkness Financial Group, Inc. («Adams Harkness»).

Le programme d'Enermarket prévoit l'émission d'un maximum de 25 210 actions ordinaires de la Société sur deux ans. La Société a émis 14 203 actions ordinaires dans le cadre de ce programme au cours des exercices terminés le 31 mars 2008 et le 31 mars 2007. Les actions restantes ont été annulées.

Le programme d'Adams Harkness (qui porte désormais le nom de Canaccord Adams Inc.) prévoit l'émission d'un maximum de 1 118 952 actions ordinaires de la Société après une période d'acquisition des droits de trois ans. Le nombre total d'actions qui seront acquises est également fondé sur les produits d'exploitation gagnés par Canaccord Adams Inc. au cours de la période d'acquisition. Le nombre total d'actions ordinaires dont les droits seront acquis correspondra aux produits réalisés par Canaccord Adams Inc. pendant la période d'acquisition des droits, divisé par 250,0 millions \$ US, multiplié par le nombre d'actions ordinaires visées par le programme de maintien en poste. Lorsque les objectifs en matière de produits seront atteints pendant la période d'acquisition des droits, les montants proportionnels des primes de maintien seront comptabilisés comme frais de développement, et le nombre applicable d'actions correspondant sera inclus dans le nombre dilué d'actions ordinaires en circulation [note 10 iv]]. La Société a passé en charges 931 \$ et 1 129 \$ pour les périodes terminées respectivement le 30 juin 2008 et le 30 juin 2007. Au 30 juin 2008, le nombre d'actions ordinaires assujetties à ce programme était de 774 768.

Selon la comptabilisation à la juste valeur, le total estimatif du coût des attributions consenties en vertu du programme de maintien en poste d'Adams Harkness s'est établi à 11,0 millions \$ (10,7 millions \$ US).

Le nombre d'actions visées par les programmes de maintien en poste a évolué de la manière suivante :

	<i>Pour les périodes de trois mois terminées les</i>	
	<i>30 juin 2008</i>	<i>30 juin 2007</i>
Nombre d'actions ordinaires visées par le programme de maintien en poste d'Enermarket :		
Au début de la période	—	10 254
Attributions	—	—
À la fin de la période	—	10 254
Actions dont les droits ont été acquis au cours de la période	—	—
Nombre d'actions ordinaires visées par le programme de maintien en poste d'Adams Harkness :		
Au début de la période	804 012	953 107
Émissions	—	(7 273)
Extinctions	(29 244)	(53 480)
À la fin de la période	774 768	892 354
Actions dont les droits ont été acquis au cours de la période	—	—

Options sur actions

Le 16 mai 2007 et le 14 juin 2008, la Société a attribué des options sur actions à cinq administrateurs indépendants, donnant à chacun la possibilité d'acheter jusqu'à concurrence de 25 000 actions ordinaires de la Société. Les options sur actions peuvent être acquises sur une période de quatre ans et viennent à échéance sept ans après la date d'attribution. Le prix d'exercice moyen pondéré des options sur actions est de 16,31 \$.

Le tableau ci-dessous présente le sommaire des options sur actions de la Société aux 30 juin 2008 et 2007 et les variations survenues au cours des périodes terminées à ces dates.

	<i>Nombre d'actions</i>	<i>Prix d'exercice moyen pondéré (\$)</i>
Solde au 30 juin 2007	—	—
Actions attribuées	125 000	23,13
Actions dont les droits ont été exercés	—	—
Solde au 31 mars 2008	125 000	23,13
Actions attribuées	125 000	9,48
Actions dont les droits ont été exercés	—	—
Solde au 30 juin 2008	250 000	16,31

La juste valeur de chaque option sur action a été évaluée à la date d'attribution au moyen du modèle de Black et Scholes selon les hypothèses suivantes :

	juin 2008	juin 2007
Rendement de l'action	5,10 %	1,80 %
Volatilité prévue	30,00 %	30,00 %
Taux d'intérêt sans risque	2,32 %	4,25 %
Durée de vie prévue	5 ans	5 ans

Le modèle d'évaluation des options exige le recours à des hypothèses hautement subjectives, y compris la volatilité prévue des cours. Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur. Par conséquent les modèles existants ne fournissent pas nécessairement une mesure unique fiable de la juste valeur des options sur actions de la Société.

Une charge de rémunération de 51 \$ (41 \$ au 30 juin 2007) a été comptabilisée pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2008.

Régime d'intéressement à long terme

En vertu du régime d'intéressement à long terme («RILT»), les unités d'actions temporairement incessibles dont les droits sont acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, une fiducie pour les avantages sociaux des employés (la «fiducie») a été constituée et : a) la Société y versera des fonds qu'un fiduciaire utilisera pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires de la Société qu'il détiendra en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions temporairement incessibles; ou b) la Société émettra des actions ordinaires à même le capital autorisé aux participants à la suite de l'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions temporairement incessibles. Pour les employés des États-Unis et du Royaume-Uni, au moment de chaque attribution d'unité d'action temporairement incessible, la Société attribuera des actions ordinaires qu'elle émettra à même le capital autorisé au moment de l'acquisition des droits s'y rattachant pour chaque participant. Les actions émises dans le cadre du RILT seront généralement contrebalancées par les achats effectués dans le cadre de l'OPR dans le cours normal des affaires.

Le coût des unités d'actions temporairement incessibles est amorti sur la période d'acquisition des droits de trois ans. Une charge de rémunération de 4 828\$ (1 932 \$ au 30 juin 2007) a été comptabilisée pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2008.

	Pour les périodes terminées les		
	30 juin 2008	31 mars 2008	30 juin 2007
Attributions en cours au début de la période	2 221 578	—	—
Actions attribuées	1 204 870	2 221 578	475 168
Actions dont les droits sont acquis	(168 050)	—	—
Attributions en cours à la fin de la période	<u>3 258 398</u>	<u>2 221 578</u>	<u>475 168</u>
	Pour les périodes terminées les		
	30 juin 2008	31 mars 2008	30 juin 2007
Actions ordinaires détenues par la fiducie au début de la période	1 621 895	—	—
Actions acquises	100 000	1 621 895	401 239
Actions libérées à l'acquisition des droits	(145 768)	—	—
Actions ordinaires détenues par la fiducie à la fin de la période	<u>1 576 127</u>	<u>1 621 895</u>	<u>401 239</u>

12. Opérations entre parties liées

Les opérations sur titres effectuées par la Société pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Le revenu de commissions sur l'ensemble de ces opérations n'est pas important par rapport à l'ensemble des activités de la Société.

Les débiteurs et les créditeurs et charges à payer incluent les soldes suivants avec les parties liées :

	30 juin 2008	31 mars 2008	30 juin 2007
Débiteurs	52 012 \$	48 521 \$	49 490 \$
Créditeurs et charges à payer	<u>69 324 \$</u>	<u>64 945 \$</u>	<u>81 169 \$</u>

13. Information sectorielle

Les deux secteurs d'exploitation de la Société sont les suivants :

Le secteur Canaccord Adams inclut les services de financement de sociétés, les activités de recherche et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements ainsi que les activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, au Royaume-Uni et dans d'autres établissements étrangers.

Le secteur Services aux particuliers offre des services de courtage et des conseils en placement à la clientèle au détail et privée au Canada et aux États-Unis.

Le secteur Non sectoriel et autres inclut les services de courtage de correspondance, les intérêts, les produits et les charges libellés en devises qui ne sont pas précisément attribuables à Canaccord Adams ou aux Services aux particuliers.

Les segments d'activité de la Société sont gérés de façon distincte parce que chaque secteur offre des services différents et fait appel à des stratégies différentes en matière de personnel et de marketing. La Société évalue le rendement de chaque secteur d'activité d'après le bénéfice (la perte) avant impôts sur les bénéfices.

La Société ne répartit pas le total des actifs ni le matériel et les améliorations locatives entre les secteurs. L'amortissement est réparti entre les secteurs d'après la superficie en pieds carrés occupée. Il n'y a pas de produits intersectoriels importants.

	Pour les périodes de trois mois terminées les				30 juin 2007			
	Canaccord Adams	Services aux particuliers	Non sectoriel et autres	Total	Canaccord Adams	Services aux particuliers	Non sectoriel et autres	Total
Produits	104 793 \$	57 853 \$	10 062 \$	172 708 \$	155 023 \$	76 083 \$	14 764 \$	245 870 \$
Charges	79 985	42 708	16 982	139 675	101 146	55 346	21 578	178 070
Amortissement	912	409	721	2 042	911	430	636	1 977
Frais de développement	4 123	1 566	1 773	7 462	4 292	1 372	1 509	7 173
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	19 773 \$	13 170 \$	(9 414) \$	23 529 \$	48 674 \$	18 935 \$	(8 959) \$	58 650 \$

Les activités de la Société sont réparties selon les quatre segments géographiques suivants (les produits sont attribués aux régions géographiques selon les résultats d'exploitation non sectoriels sous-jacents) :

	Pour les périodes de trois mois terminées les	
	30 juin 2008	30 juin 2007
Canada		
Produits	108 878 \$	162 093 \$
Matériel et améliorations locatives	24 780	23 969
Écart d'acquisition et autres actifs incorporels	4 020	4 270
Royaume-Uni		
Produits	33 718 \$	47 501 \$
Matériel et améliorations locatives	7 798	9 076
États-Unis		
Produits	25 641 \$	26 422 \$
Matériel et améliorations locatives	6 997	6 186
Écart d'acquisition et autres actifs incorporels	28 147	29 310
Autres établissements étrangers		
Produits	4 471 \$	9 854 \$

14. Gestion du capital

Notre entreprise a besoin de capitaux aux fins de l'exploitation et de la réglementation, y compris le financement de ses activités actuelles et futures. La Société a une structure du capital fondée sur les capitaux propres, qui englobent le capital social, les bénéfices non répartis, le cumul des autres éléments du résultat étendu ainsi que la dette subordonnée. Le tableau ci-dessous présente le sommaire de notre capital au 30 juin 2008.

Type de capital	Valeur comptable	Pourcentage du capital
Capital social	218 419 \$	47,0 %
Bénéfices non répartis	232 232	50,0 %
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(10 749)	(2,3) %
Capitaux propres	439 902	94,7 %
Dette subordonnée	25 000	5,3 %
	464 902 \$	100,0 %

Le cadre de la gestion du capital est conçu pour maintenir le capital à un niveau qui :

- respecte les ratios cibles des filiales réglementées de la Société, fixés par nos organismes de réglementation respectifs;
- permet de financer les activités actuelles et futures;
- permet d'assurer que la Société peut s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles viennent à échéance;
- génère de la valeur pour les actionnaires.

Les filiales suivantes sont assujetties aux exigences en matière de capital réglementaire des organismes de réglementation de leur territoire respectif :

- La Corporation Canaccord Capital est assujettie à la réglementation canadienne de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières;
- Canaccord Adams Limited est réglementée par la Financial Services Authority du Royaume-Uni et est membre de la Bourse de Londres;
- Canaccord Adams Inc. est un courtier en valeurs mobilières inscrit aux États-Unis et est assujettie principalement à la réglementation de la Financial Industry Regulatory Authority;
- Canaccord Capital Corporation (USA), Inc. est un courtier en valeurs mobilières inscrit aux États-Unis et est assujettie principalement à la réglementation de la Financial Industry Regulatory Authority;
- Canaccord International Ltd. est assujettie à la réglementation de la Banque centrale de la Barbade.

Les exigences en matière de capital réglementaire peuvent varier quotidiennement en raison des dépôts de garantie obligatoires à l'égard des opérations en cours et des exigences en matière de prise ferme et de fonds de roulement. En vue de se conformer à ces exigences, la Société pourrait être tenue de maintenir les liquidités et les autres actifs liquides disponibles à un niveau suffisant pour satisfaire aux exigences en matière de capital réglementaire, et ne pas pouvoir utiliser ces actifs liquides dans le cadre de ses activités ou à des fins de décaissement. Au 30 juin 2008, les filiales de la Société se conformaient à toutes les exigences minimales en matière de capital réglementaire.

15. Engagements et éventualités

Engagements

Les filiales de la Société se sont engagées à verser les loyers minimums approximatifs suivants pour des locaux et du matériel au cours des cinq prochains exercices et par la suite :

2010	22 023 \$
2011	19 251
2012	16 957
2013	16 161
2014	15 035
Par la suite	49 254
	<hr/>
	138 681 \$

Au cours de la période, les éventualités de la Société, présentées à la note 18 afférente aux états financiers consolidés annuels vérifiés au 31 mars 2008, n'ont pas fait l'objet de modifications importantes.

16. Événements postérieurs à la date du bilan

Capital social

En juillet 2008, la Société a fait l'acquisition de 50 000 actions ordinaires aux fins d'annulation, dans le cadre de l'OPR dans le cours normal des affaires.

Dividende

Le 7 août 2008, le conseil d'administration a déclaré un dividende sur actions ordinaires de 0,125 \$ par action payable le 10 septembre 2008 aux actionnaires inscrits le 29 août 2008.

renseignements à l'intention des actionnaires

SIÈGE SOCIAL :

Adresse du bureau :
Canaccord Capital Inc.
2200 – 609 Granville Street
Vancouver, BC, Canada

Adresse postale :

P.O. Box 10337
Pacific Centre
2200 – 609 Granville Street
Vancouver, BC, V7Y 1H2, Canada

INSCRIPTION EN BOURSE :

Bourse de Toronto : CCI
AIM : CCI

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX À L'INTENTION DES

ACTIONNAIRES :

Relations avec les investisseurs
2200 – 609 Granville Street
Vancouver, BC, Canada
Téléphone : 604-643-0128
Télécopieur : 604-643-1878
Courriel :
investor_relations@canaccord.com

RELATIONS AVEC

LES MÉDIAS :

Scott Davidson
Directeur général,
chef du service du marketing et
des communications mondial
Téléphone : 416-869-3875
Courriel :
scott_davidson@canaccord.com

INVESTISSEURS

INSTITUTIONNELS, COURTIERS ET ANALYSTES EN VALEURS

MOBILIÈRES :

Pour les renseignements sur l'information
financière, communiquer avec :

Katherine Young
Vice-présidente,
Relations avec les investisseurs
2200 – 609 Granville Street
Vancouver, BC, Canada
Téléphone : 604-643-7013
Télécopieur : 604-601-5863
Courriel :
katherine_young@canaccord.com

Le rapport annuel 2008 de CCI est
disponible sur notre site Web à l'adresse
www.canaccord.com. Pour un exemplaire
imprimé, veuillez communiquer avec le
service des relations avec les investisseurs.

DATES ET MONTANTS CONCERNANT LES DIVIDENDES¹ POUR L'EXERCICE 2009

	<i>Date de publication des résultats</i>	<i>Date de clôture des registres</i>	<i>Date de versement</i>
T1/09	8 août 2008	29 août 2008	10 septembre 2008
T2/09	6 novembre 2008	28 novembre 2008	10 décembre 2008
T3/09	12 février 2009	27 février 2009	10 mars 2009
T4/09	20 mai 2009	29 mai 2009	10 juin 2009

¹⁾ Les dividendes sont assujettis à l'approbation du conseil d'administration. Tous les versements de dividendes dépendent de la conjoncture économique générale et de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société, ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

RESSOURCES À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES :

Pour de l'information sur les transferts
d'actions, les changements d'adresse, les
dividendes, les certificats d'actions perdus,
les formulaires d'impôt et les transferts
de succession, communiquer avec :

SERVICES AUX INVESTISSEURS COMPUTERSHARE INC. :

100 University Avenue, 9th Floor
Toronto, ON, M5J 2Y1
Téléphone : 1-800-564-6253
(sans frais en Amérique du Nord)
514-982-7555 (international)
Télécopieur : 1-866-249-7775
(sans frais en Amérique du Nord) ou
416-263-9524 (international)
Courriel : service@computershare.com
Site Web : www.computershare.com
Possibilité pour les actionnaires inscrits de
s'inscrire au Centre des investisseurs pour
avoir accès à un outil de gestion de compte
libre-service.

INFORMATIONS FINANCIÈRES :

Pour consulter de l'information
financière courante et archivée de la
Société, visiter le site Web à l'adresse
www.canaccord.com/financialreports.

VÉRIFICATEUR :

Ernst & Young s.r.l.
Comptables agréés
Vancouver, BC

SITE WEB DE LA SOCIÉTÉ :

www.canaccord.com

